

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 668

11 mars 2015

### SOMMAIRE

Access Storage Holdings S.à r.l. ....	32031	Medtronic Global Holdings GP S.à r.l. ....	32021
Concord S.A. ....	32019	Meridiam Infrastructure Eastern Europe (SCA) SICAR .....	32020
Concord S.A. ....	32018	MERIDIAM Infrastructure (SCA) SICAR .....	32022
Dalmo S.A. ....	32018	Middlesex JV S.à r.l. ....	32021
DLSI Luxembourg S.A. ....	32031	Mija Investment SA SPF .....	32022
Dundeal (International) 9 S.à r.l. ....	32040	Mineta S.A. ....	32024
Eastern Europe Real Estate Opportunities SOPARFI S.à r.l. ....	32018	Motrex S. à r. l. ....	32022
E.F.I. Holding S.à r.l. ....	32019	Nagatino Property S.à r.l. ....	32026
ITT Industries Global S.à r.l. ....	32032	NBIM S.à r.l. ....	32023
KH II Lending 601 S.à r.l. ....	32027	Neinver Luxembourg S.à r.l. ....	32024
Ledcol S.à r.l. ....	32030	Nivard S.A. SPF .....	32023
Lucrum Finanz S.A. ....	32023	Node Interaction S.à r.l. ....	32023
LU PC VIII S.à r.l. ....	32020	Nogra Group S.A. ....	32025
LU PC VII S.à r.l. ....	32021	Nogra Two S.A. ....	32025
LUXEMBOURG INTERNATIONAL HOLDING S.A., société de gestion de pa- trimoine familial .....	32019	Norama Fund .....	32025
Lux Tresor S.à r.l. ....	32020	Nor S.A. ....	32026
Maâ-Oui .....	32021	Norpaper Groupe S.à r.l. ....	32025
Mabledon Kings Cross UK S.à r.l. ....	32020	Northern Lights Investment S.A. ....	32025
MAD INK .....	32022	North European Patents & Investments S.A. ....	32026
MAG Industrial Intermediate International Holdings S.à r.l. ....	32064	North European Patents & Investments S.A. ....	32026
Matray S.à r.l. ....	32024	Sisvel International .....	32027
Medicine In a Bottle S.A. ....	32064	Tulcan S.A. ....	32018

**Concord S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 154.451.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015019531/10.

(150023635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Dalmo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 110.277.

EXTRAIT

Il résulte d'une réunion du conseil d'administration tenue le 3 février 2015 que la société FIDUCENTER S.A, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg a été nommée comme dépositaire des actions au porteur.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015019557/12.

(150024030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Eastern Europe Real Estate Opportunities SOPARFI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 124.188.

*Rectificatif de la mention L150006926 déposé le 13/01/2015*

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

La mention ainsi que les comptes concernant l'année financière se terminant le 31 décembre 2010 contenaient une erreur à propos de la dénomination de la compagnie.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05/02/2015.

Eastern Europe Real Estate Opportunities Soparfi S.à r.l.

Référence de publication: 2015019579/15.

(150023797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Tulcan S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 172.370.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social le 02 février 2015:*

L'assemblée générale accepte la démission avec effet au 05 janvier 2015 de Mme Sonia DELFINI de son poste d'administrateur.

L'assemblée générale décide de nommer aux fonctions d'administrateur avec effet au 05 janvier 2015, Monsieur Marc BODELET, né le 07 novembre 1965 à Ixelles (Belgique) demeurant professionnellement au 8 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017.

Luxembourg, le 02 février 2015.

Pour TULCAN S.A.

Signature

Référence de publication: 2015019313/17.

(150022496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

---

**E.F.I. Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.  
R.C.S. Luxembourg B 169.178.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour E.F.I. Holding S.à r.l.*

United International Management S.A.

Référence de publication: 2015019577/11.

(150023847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

**LUXEMBOURG INTERNATIONAL HOLDING S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 13.169.

Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d'Administration en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 4 février 2015.

*Pour: LUXEMBOURG INTERNATIONAL HOLDING S.A. SPF*

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015019822/17.

(150023353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

**Concord S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 154.451.

EXTRAIT

IL RESULTE D'UNE DECISION PRISE LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 20 JANVIER 2015  
QUE SONT REELUS AUX POSTES D'ADMINISTRATEUR, LEURS MANDATS SE TERMINANT LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE STATUANT SUR L'EXERCICE 2020

- MADAME MARIE-PAUL VAN WAELEM, née le 05.01.1950 à Uccie (B), demeurant au 11A Boulevard Joseph II, L - 1840 Luxembourg

- MADAME MARIE JOSEPH RENDERS, née le 17.10.1948 à Halle (B), demeurant au 11A Boulevard Joseph II, L - 1840 Luxembourg

- FIDIGA S.A.

inscrite au Registre du Commerce et des sociétés sous le numéro B 23 598, avec siège social 30 Boulevard Grande Duchesse Charlotte L - 1330 Luxembourg et dont le représentant légal est Madame Marie Joseph Renders, demeurant au 11A Boulevard Joseph II, L - 1840 Luxembourg

QU'EST ELU AU POSTE DE COMMISSAIRE AUX COMPTES, EN REMPLACEMENT DE EWA REVISION S.A., SON MANDAT SE TERMINANT LORS DE L'ANNEE 2021

- FIRELUX S.A.

Inscrite au Registre de Commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 84 589 avec siège social au 45 Avenue J.F. Kennedy L - 9053 Ettelbrück

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
LUXEMBOURG.

Signature.

Référence de publication: 2015019530/26.

(150023634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

**Mabledon Kings Cross UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 172.367.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2015.

Référence de publication: 2015019824/10.

(150023953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

**Lux Tresor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4795 Linger, 52, rue du Bois.  
R.C.S. Luxembourg B 68.161.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015019821/10.

(150023396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

**LU PC VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 422.500,00.**

Siège social: L-1631 Luxembourg, 37, rue Glesener.  
R.C.S. Luxembourg B 156.751.

En date du 16 janvier 2015, Catherine Delsemme, gérant A de la Société, a changé d'adresse qui est désormais la suivante:

Catherine Delsemme

37 rue Glesener

L-1631 Luxembourg

Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Catherine Delsemme.

Référence de publication: 2015019819/14.

(150023616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

**Meridiam Infrastructure Eastern Europe (SCA) SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 165.954.

*Extrait des décisions de l'associé commandité de la Société adoptées par écrit le 6 janvier 2015*

L'associé commandité de la Société a décidé de nommer avec effet immédiat Meridiam SAS, une société par actions simplifiée de droit français, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 483579389, et dont le siège social est établi au 4, Place de l'Opéra, 75002 Paris, France, à la fonction de gérant de la Société pour une durée indéterminée.

En conséquence de ce qui précède, en date du 6 janvier 2015, la gérance de la Société est assurée comme suit:

- Meridiam Infrastructure Managers S.à r.l., gérant commandité; et
- Meridiam SAS, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Meridiam Infrastructure Eastern Europe (SCA) SICAR*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015019831/20.

(150023240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

**Maâ-Oui, Société Anonyme.**

Siège social: L-1630 Luxembourg, 50, rue Glesener.  
R.C.S. Luxembourg B 111.084.

—  
*Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social, le 16 Septembre 2013*

Suite à la démission du commissaire aux comptes actuels, l'Assemblée a décidé de nommer en son remplacement: Madame Françoise FIALKOWSKI, demeurant à 9, rue Gustave Flaubert F-14460 Colombelles, avec effet au 30 Août 2013.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2015.

Référence de publication: 2015019836/12.

(150023645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Middlesex JV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 122.711.

—  
EXTRAIT

Il est porté à la connaissance du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg que Monsieur Dean Merritt a démissionné de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 31 janvier 2015.

Suite à cette démission, le Conseil de Gérance de la Société se présente désormais comme suit:

- Madame Jennika Lindholm, ayant son adresse professionnelle au 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg,
- Monsieur Kemal Akyel, ayant son adresse professionnelle au 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Référence de publication: 2015019834/13.

(150023671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**LU PC VII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1631 Luxembourg, 37, rue Glesener.  
R.C.S. Luxembourg B 144.950.

—  
En date du 16 janvier 2015, Catherine Delsemme, gérant A de la Société, a changé d'adresse qui est désormais la suivante:

Catherine Delsemme  
37 rue Glesener

L-1631 Luxembourg

Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Catherine Delsemme.

Référence de publication: 2015019818/14.

(150023617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Medtronic Global Holdings GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.  
R.C.S. Luxembourg B 191.031.

—  
Veillez noter que le nom, la forme juridique et l'adresse du siège social de l'associé unique de la Société ont changés, et sont désormais comme suit: Medtronic PLC, une société anonyme régie par les lois de la République d'Irlande, ayant son siège social au 20 Lower Hatch Street, Dublin 2, Irlande, inscrite au registre des sociétés à Dublin sous le numéro 545333.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 4 février 2015.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015019828/15.

(150023501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Motrex S. à r. l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 22, Lauthegaass.  
R.C.S. Luxembourg B 133.609.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015019835/9.

(150023837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**MAD INK, Société Anonyme.**

Siège social: L-1842 Howald, 18, avenue Grand-Duc Jean.  
R.C.S. Luxembourg B 150.301.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015019837/10.

(150023236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Mija Investment SA SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 173.269.

Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d'Administration en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 4 février 2015.

Pour: MIJA INVESTMENTS SA SPF

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015019848/16.

(150023354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**MERIDIAM Infrastructure (SCA) SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

**Capital social: EUR 1.330.025,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 121.168.

*Extrait des décisions de l'associé commandité de la Société adoptées par écrit le 6 janvier 2015*

L'associé commandité de la Société a décidé de nommer avec effet au 16 décembre 2014 Meridiam SAS, une société par actions simplifiée de droit français, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 483579389, et dont le siège social est établi au 4, Place de l'Opéra, 75002 Paris, France, à la fonction de gérant de la Société pour une durée indéterminée.

En conséquence de ce qui précède, en date du 16 décembre 2014, la gérance de la Société est assurée comme suit:

- Meridiam Infrastructure Managers S.à r.l., associé gérant commandité; et
- Meridiam SAS, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MERIDIAM Infrastructure (SCA) SICAR

Un mandataire

Référence de publication: 2015019847/19.

(150023242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**NBIM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 160.744.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2015019866/10.

(150023300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Lucrum Finanz S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.  
R.C.S. Luxembourg B 149.272.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2015.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2015019820/11.

(150023813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Nivard S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.  
R.C.S. Luxembourg B 158.202.

**EXTRAIT**

A&C MANAGEMENT SERVICES, société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 80, rue des Romains, L-8041 Strassen a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la société en date du 23/01/2015, et ce suivant les dispositions de la Loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions ou parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015019870/13.

(150023724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Node Interaction S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1713 Luxembourg, 202B, rue de Hamm.  
R.C.S. Luxembourg B 184.058.

**EXTRAIT**

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 2 janvier 2015 que:

- Transfert du siège social au:

\* 202b, rue de Hamm, L-1713 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2015.

*Pour la société*

C.F.N. GESTION S.A.

20, Esplanade - L-9227 Diekirch

Adresse postale:

B.P. 80 -L-9201 Diekirch

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015019871/20.

(150023281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Neinver Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 19.142.350,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 123.159.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 2 février 2015, les associés ont accepté la nomination de Carlos Fernando González Martín, avec adresse professionnelle au 11 Francisca Delgado, 5°, Arroyo de la Vega, 28108 Alcobendas, Madrid, Espagne au mandat de gérant de catégorie A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 4 février 2014.

Référence de publication: 2015019854/13.

(150023383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Mineta S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis.  
R.C.S. Luxembourg B 17.957.

*Extrait des résolutions du Collège des Liquidateurs prises en date du 3 février 2015*

*Première résolution*

Afin de se conformer aux dispositions de la loi de 28 juillet 2014, le Collège des Liquidateurs décide de nommer la société Compagnie Financière de Gestion Luxembourg S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous le numéro B 18433, en qualité de dépositaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour MINETA S.A. (en liquidation)*

Référence de publication: 2015019850/15.

(150023538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Matray S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 55.419.

*Extrait des Résolutions de l'associée unique du 2 février 2015*

L'associée unique de la Société, a décidé comme suit:

- le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert;

- d'accepter les démissions de Mme Ruth RÖMER et de M. Hans DE GRAAF en tant que gérants, et ce avec effet immédiat;

- de nommer M. David SANA, administrateur de sociétés, né le 10 avril 1974 à Forbach (France), résidant professionnellement au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée avec le pouvoir d'engager la Société en toutes circonstances par sa signature individuelle;

- de nommer M. Julien NAZEYROLLAS, administrateur de sociétés, né le 19 décembre 1978 à Nancy (France), résidant professionnellement au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée avec le pouvoir d'engager la Société en toutes circonstances par sa signature individuelle.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Mme Monique JUNCKER se situe désormais à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 5 février 2015.

Pour extrait et avis sincères et conformes

*Pour MATRAY S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015019845/26.

(150023638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---



**Norpaper Groupe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 185.720.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 4 février 2015.

Référence de publication: 2015019860/10.

(150023366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Northern Lights Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 167.661.

*Dépôt rectificatif*

Cette demande remplace le dépôt initial L 140178070 du 08/10/2014.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015019861/11.

(150023361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Norama Fund, Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.  
R.C.S. Luxembourg B 171.064.

EXTRAIT

Veillez noter que l'Associé Commandité a pris la décision de nommer la société ERNST & YOUNG S.A., enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B47771, ayant son siège sociale au 7 Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, comme réviseur d'entreprises agréé en date du 20 novembre 2014 jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme  
SHRM Financial Services (Luxembourg) S.A.  
*Domiciliaire de sociétés*

Référence de publication: 2015019859/16.

(150023708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Nogra Group S.A., Société Anonyme,  
(anc. Nogra Two S.A.).**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 18, avenue de la Porte Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 161.735.

Il résulte du procès-verbal du conseil d'administration du 30 janvier 2015 que:

- Le conseil d'administration a décidé de coopter administrateur en remplacement de Madame Francesca Docchio, démissionnaire, Monsieur Franco Toscano, né le 23 novembre 1967 à Torino, Italie, demeurant au 18 Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg.

L'élection définitive de Franco Toscano sera soumise à la plus proche assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 2 février 2015.

Pour copie conforme  
*Pour le conseil d'administration*  
Marco STERZI  
*Administrateur*

Référence de publication: 2015019858/17.

(150023560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**North European Patents & Investments S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 52.242.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015019873/10.

(150023630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**North European Patents & Investments S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 52.242.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015019874/10.

(150023631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Nagatino Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 172.400,00.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 138.438.

Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung nebst den gesetzlich vorgeschriebenen Anlagen für das Geschäftsjahr endend zum 31. Dezember 2013 wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 2. Februar 2015.

*Für die Gesellschaft*

*Ein Bevollmächtigter*

Référence de publication: 2015019864/13.

(150023522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Norde S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 169.346.

**EXTRAIT**

Il résulte des résolutions prises par l'Actionnaire unique en date du 29 janvier 2015 que:

- Les démissions de M. Tom FABER, M. Frédéric MULLER et M. Laurent MULLER de leurs fonctions d'Administrateur de la société ont été constatées au 31 décembre 2014;

- M. Eric BERNARD, né le 15 mai 1965 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg; M. Robert FABER, né le 15 mai 1964 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg; et M. Oliver BRAZIER, né le 11 août 1969 à Waiblingen (Allemagne), demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, ont été nommés aux fonctions d'Administrateur de la société, chacun pour un mandat de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra en 2020;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2015.

*Pour la Société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015019872/21.

(150023870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

---

**Sisvel International, Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 6, avenue Marie-Thérèse.  
R.C.S. Luxembourg B 38.989.

—  
*Extrait de la décision unique du conseil d'administrateur en date du 29 janvier 2015*

Le conseil d'Administration de la société a décidé de transférer le siège social au 6 Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2015.

Référence de publication: 2015017681/12.

(150020977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

**KH II Lending 601 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 174.358.

—  
In the year two thousand and fifteen, the twenty-first of January;

Before us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg;

THERE APPEARED:

Kitty Hawk Capital Partners II LP, a limited partnership, duly established and validly existing under the laws of Jersey, with registered office at PO Box 1075, Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, Jersey JE2 4QP, and registered with the Jersey Financial Services Commission under number 1408, represented by its general partner: Kitty Hawk Capital Partners II GP Limited, a limited liability company, duly established and validly existing under the laws of Jersey, with registered office at PO Box 1075, Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, Jersey JE2 4QP, and registered with the Jersey Financial Services Commission under number 109330,

here represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a proxy, given in Luxembourg under private seal.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of KH Lending 601 S.à r.l., a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having a share capital of two hundred twenty-two thousand one hundred twenty-nine British Pounds (GBP 222,129.-), with registered office at 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 174.358 (the Company).

The appearing party representing the whole corporate capital and having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders (the Meeting) is regularly constituted and may validly deliberate on the following agenda:

*Agenda:*

1. Increase of the Company's share capital by an amount of seventeen thousand six hundred British Pounds (GBP 17,600.-) in order to bring it from its present amount of two hundred twenty-two thousand one hundred twenty-nine British Pounds (GBP 222,129.-) to two hundred thirty-nine thousand seven hundred twenty-nine British Pounds (GBP 239,729.-) by the issuance of seventeen thousand six hundred (17,600) shares having a par value of one British Pound (GBP 1.-) each and having the same rights as the already existing shares.

2. Restatement of article 6.1 of the articles of association of the Company which shall now be read as follows:

“ **6.1. Subscribed share capital.** The issued share capital of the Company amounts to two hundred thirty-nine thousand seven hundred twenty-nine British Pounds (GBP 239,729.-), represented by two hundred thirty-nine thousand seven hundred twenty-nine (239,729.-) shares with a nominal value of one British Pound (GBP 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the shareholder(s).

As long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one-shareholder company (*"société unipersonnelle"*) in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2 of the Law, amongst others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.”

3. Miscellaneous.

The Meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting resolves to increase the Company's share capital by an amount of seventeen thousand six hundred British Pounds (GBP 17,600.-) in order to bring it from its present amount of two hundred twenty-two thousand one hundred twenty-nine British Pounds (GBP 222,129.-) to two hundred thirty-nine thousand seven hundred twenty-nine British Pounds (GBP 239,729.-) by the issuance of seventeen thousand six hundred (17,600) shares having a par value of one British Pound (GBP 1.-) each and having the same rights as the already existing shares.

*Subscription - Payment*

Kitty Hawk Capital Partners II LP, a limited partnership, duly established and validly existing under the laws of Jersey, with registered office at PO Box 1075, Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, Jersey JE2 4QP, and registered with the Jersey Financial Services Commission under number 1408, represented by its general partner: Kitty Hawk Capital Partners II GP Limited, a limited liability company, duly established and validly existing under the laws of Jersey, with registered office at PO Box 1075, Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, Jersey JE2 4QP, and registered with the Jersey Financial Services Commission under number 109330, hereby subscribes for seventeen thousand six hundred (17,600) newly issued shares having a par value of one British Pound (GBP 1.-) each, by way of a contribution in kind consisting of one hundredth (1/100) of the beneficial ownership of a claim held by Kitty Hawk Capital Partners II Limited Partnership, prenamed, against Kingsway Investments (Newport) LLP, a limited liability partnership incorporated in England & Wales (registered number OC393662) whose registered office is at 7-8 Conduit Street, London W1S 2XF having an aggregate value of seventeen thousand six hundred British Pounds (GBP 17,600.-) pursuant to the valuation certificate executed by the Company.

The proof of the existence, the free transferability and the value of the above contribution for an aggregate amount of seventeen thousand six hundred British Pounds (GBP 17,600.-) have been evidenced to the undersigned notary.

*Second resolution*

The Meeting resolves to restate article 6.1 of the articles of association of the Company which shall now be read as follows:

“ **6.1. Subscribed share capital.** The issued share capital of the Company amounts to two hundred thirty-nine thousand seven hundred twenty-nine British Pounds (GBP 239,729.-), represented by two hundred thirty-nine thousand seven hundred twenty-nine (239,729.-) shares with a nominal value of one British Pound (GBP 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the shareholder(s).

As long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one-shareholder company ("société unipersonnelle") in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2 of the Law, amongst others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.”

*Expenses*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

The total amount of the capital increase is valued at EUR 22,980.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first written above.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by its surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le vingt-et-un janvier,

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

**A COMPARU:**

Kitty Hawk Capital Partners II LP, un limited partnership, dûment établi et existant valablement selon les lois de Jersey, ayant son siège social à PO Box 1075, Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, Jersey JE2 4QP, et immatriculé auprès de la Jersey Financial Services Commission sous le numéro 1408, représenté par son associé commandité: Kitty Hawk Capital Partner II GP Limited, une limited liability company, dûment établie et existant valablement selon les lois de Jersey, ayant son siège social à PO Box 1075, Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, Jersey JE2 4QP, et immatriculée auprès de la Jersey Financial Services Commission sous le numéro 109330,

dûment représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration, donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire restera annexée au présent acte afin d'être soumis en même temps aux autorités d'enregistrement.

Ladite partie comparante est l'associé unique de KH Lending 601 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de deux cent vingt-deux mille cent vingt-neuf Livres sterling (GBP 222.129,-), ayant son siège social au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174.358 (la Société).

La partie comparante représentant l'intégralité du capital social et ayant renoncé aux formalités de convocation, l'assemblée générale des associés (l'Assemblée) est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour:*

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de dix-sept mille six cents Livres sterling (GBP 17.600,-) afin de le porter de sa valeur actuelle de deux cent vingt-deux mille cent vingt-neuf Livres sterling (GBP 222.129,-) à deux cent trente-neuf mille sept cent vingt-neuf Livres sterling (GBP 239.729,-) par l'émission de dix-sept mille six cents (17.600) parts sociales, toutes les parts sociales avec une valeur nominale d'une Livre sterling (GBP 1,-) chacune et ayant les mêmes droits que les parts sociales existantes.

2. Modification de l'article 6.1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **6.1. Capital souscrit et libéré.** Le capital social émis est fixé à deux cent trente-neuf mille sept cent vingt-neuf Livres sterling (GBP 239.729,-) représenté par deux cent trente-neuf mille sept cent vingt-neuf (239.729) parts sociales d'une valeur nominale d'une Livre sterling (GBP 1,-) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

En plus du capital social, il pourra être constitué un compte de prime d'émission, sur lequel la prime d'émission payée pour l'acquisition de part sociale sera transférée. Le montant de ce compte de prime d'émission est à la libre disposition des associés.

Aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la Loi trouvent à s'appliquer, et chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont établis par écrit.»

3. Divers.

L'Assemblée a prié le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de dix-sept mille six cents Livres sterling (GBP 17.600,-) afin de le porter de son présent montant de deux cent vingt-deux mille cent vingt-neuf Livres sterling (GBP 222.129,-) à deux cent trente-neuf mille sept cent vingt-neuf Livres sterling (GBP 239.729,-) par l'émission de dix-sept mille six cents (17.600) parts sociales, toutes les parts sociales avec une valeur nominale d'une Livre sterling (GBP 1,-) chacune et ayant les mêmes droits que les parts sociales existantes.

#### *Souscription - Paiement*

Kitty Hawk Capital Partners II LP, un limited partnership, dûment établi et existant valablement selon les lois de Jersey, ayant son siège social à PO Box 1075, Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, Jersey JE2 4QP, et immatriculé auprès de la Jersey Financial Services Commission sous le numéro 1408, représenté par son associé commandité: Kitty Hawk Capital Partner II GP Limited, une limited liability company, dûment établie et existant valablement selon les lois de Jersey, ayant son siège social à PO Box 1075, Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, Jersey JE2 4QP, et immatriculé auprès de la Jersey Financial Services Commission sous le numéro 109330, souscrit par la présente pour dix-sept mille six cents (17.600) parts sociales nouvellement émises ayant une valeur nominale d'une Livre sterling (GBP 1,-) chacune, au moyen d'un apport en nature consistant en une centième (1/100) de la propriété véritable d'une créance de la société Kitty Hawk Capital Partners II LP, prénommé, contre Kingsway Investments (Newport) LLP, un limited partnership établi en Angleterre et au Pays de Galles (numéro de registre OC393662) ayant son siège social à 7-8 Conduit Street, Londres W1S 2XF pour un montant total de dix-sept mille six cents Livres sterling (GBP 17.600,-) conformément au certificat d'évaluation établi par la Société.

La preuve de l'existence, de la libre négociabilité et de la valeur de la contribution mentionnée ci-dessus pour un montant total de dix-sept mille six cents Livres sterling (GBP 17.600,-) ont été apportées au notaire instrumentant.

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'article 6.1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **6.1. Capital souscrit et libéré.** Le capital social émis est fixé à deux cent trente-neuf mille sept cent vingt-neuf Livres sterling (GBP 239.729,-) représenté par deux cent trente-neuf mille sept cent vingt-neuf (239.729) parts sociales d'une valeur nominale d'une Livre sterling (GBP 1,-) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

En plus du capital social, il pourra être constitué un compte de prime d'émission, sur lequel la prime d'émission payée pour l'acquisition de part sociale sera transférée. Le montant de ce compte de prime d'émission est à la libre disposition des associés.

Aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la Loi trouvent à s'appliquer, et chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont établis par écrit.»

#### *Frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

Le montant total de l'apport a été évalué à EUR 22.980,-

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte fait et passé à Junglinster, à la date indiquée au début de ce document.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, cet acte original.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 26 janvier 2015. Relation GAC/2015/735. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015018961/178.

(150022698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

#### **Ledcol S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4450 Belvaux, 6, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 111.390.

L'an deux mille quinze, le vingt-huit janvier.

Pardevant Maître Robert SCHUMAN, notaire de résidence à Differdange.

#### ONT COMPARU:

1.- la société à responsabilité limitée LEDCOL S.à r.l., avec siège social à L-4450 Belvaux, 6, route d'Esch, constituée suivant acte reçu par le notaire Aloyse BIEL, alors de résidence à Esch/Alzette, en date du 5 octobre 2005, publié au Mémorial C no 298 du 10 février 2006,

ici représentée par ses deux gérants, à savoir:

Madame Caroline COLLIGNON, cuisinière, née à Arlon, Belgique, le 22 janvier 1977 (Matricule 1977 0122 50666), demeurant à L-4445 Belvaux, 35, rue Albert Einstein,

Monsieur Sahabudin LEDINIC, serveur, né à Rozaje, Monténégro, le 7 juin 1975 (Matricule 1975 0607 45782), demeurant à L-4445 Belvaux, 35, rue Albert Einstein,

2.- Madame Caroline COLLIGNON, préqualifiée, agissant en son nom personnel,

3.- Monsieur Jasmin LEDINIC, étudiant, né à Berane, Monténégro, le 26 janvier 1996, demeurant à UL Ibarcanska BB, 84310 Rozaje, Monténégro, agissant en son nom personnel.

#### *Cession de parts.*

Les parts de la société LEDCOL S.à r.l. sont actuellement en totalité entre les mains de Madame Caroline COLLIGNON, prénommée.

Par les présentes, Madame Caroline COLLIGNON, prénommée, déclare céder et transporter QUATRE-VINGT-DIX (90) parts sociales qu'elle détient dans la prédite société à Monsieur Jasmin LEDINIC, prénommé, ce acceptant. Cette cession a eu lieu pour et moyennant le prix de ONZE MILLE DEUX CENT CINQUANTE euros (€ 11.250.-), somme que la cédante déclare et reconnaît avoir reçue du cessionnaire avant la passation des présentes, dont quittance.

La société à responsabilité limitée LEDCOL S.à r.l., représentée comme il vient d'être dit, déclare accepter la cession ci-avant mentionnée, conformément à l'article 190 de la loi sur les sociétés commerciales et n'avoir entre les mains aucun empêchement ou opposition qui puisse en arrêter ou suspendre l'effet.

A la suite de la cession ainsi intervenue, le capital social de la prédite société se trouve désormais réparti de la manière suivante:

1.- Monsieur Jasmin LEDINIC: . . . . .	90
2.- Madame Caroline COLLIGNON: . . . . .	10
TOTAL: . . . . .	100

*Assemblée générale extraordinaire*

Lesquels associés se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et dont ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour au préalable, et ils prennent, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

- 1.- L'assemblée générale décide d'accepter les démissions de ses deux gérants Madame Caroline COLLIGNON et Monsieur Sabahudin LEDINIC et leur accorde décharge pure et simple pour l'accomplissement de leurs mandats.
  - 2.- Est nommée gérante unique de la société pour une durée indéterminée: Madame Caroline COLLIGNON, pré-qualifiée avec pouvoir d'engager celle-ci valablement en toutes circonstances par sa signature individuelle.
  - 3.- L'assemblée générale décide de renoncer à l'indication de la répartition du capital social à l'article 5 des statuts.
- Plus rien ne restant à l'ordre du jour, la séance est levée.

*Frais*

Les frais et honoraires en rapport avec le présent acte resteront à charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Differdange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états ou demeures, ils ont signé le présent acte avec Nous notaire.

Signé: Collignon, Ledinic, Ledinic, Schuman.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 30 janvier 2015. Relation: EAC / 2015 / 2381. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

*Le Receveur ff. (signé):* Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Differdange, le 3 février 2015.

Référence de publication: 2015018252/58.

(150021724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

**Access Storage Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 10.000,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, roue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 64.742.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015019377/10.

(150023378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

**DLSI Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4151 Esch-sur-Alzette, 58, rue des Jardins.

R.C.S. Luxembourg B 47.045.

Conformément aux dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, le Conseil d'Administration réuni à Esch-sur-Alzette en date du 5 février 2015 a décidé de nommer La société anonyme FIDUCIAIRE EUROLUX (RCS Luxembourg B 34752) avec siège social sis au 196, rue de Beggen à L-1220 Luxembourg, aux fonctions de dépositaire agréé.

Référence de publication: 2015019573/11.

(150023555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

**ITT Industries Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 183.262.

---

**STATUTES**

In the year two thousand and thirteen, on the eleventh day of December.

Before Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

"ITT INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.à r.l.", a private limited company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B- 160.054, with a share capital of EUR 1,735,000.-

here represented by Ms Danielle Kolbach, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given delivered to her on December 4<sup>th</sup>, 2013

Said proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which she acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

**Chapter I. Name - Duration - Object - Registered office**

**Art. 1. Name and Duration.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under Luxembourg law by the name of ITT Industries Global S.à r.l. (hereafter the Company).

The Company is formed for an unlimited duration.

**Art. 2. Corporate object.** The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to invest in real estate, to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to receive or grant licenses on intellectual property rights and to grant to or for the benefit of companies in which the Company has a direct or indirect participation and to group companies, any assistance including financial assistance, loans, advances or guarantees.

The Company may carry out any industrial or commercial activity which directly or indirectly favors the realization of its objects.

**Art. 3. Registered office.** The Company has its registered office in the municipality of Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholder, or in case of plurality of shareholders, of its shareholders.

The Company may have offices and branches (whether or not permanent establishments), both in Luxembourg and abroad.

**Chapter II. Corporate capital**

**Art. 4. Capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by five hundred (500) ordinary shares having a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) per share.

The subscribed share capital may be changed at any time by decision of the single shareholder or, as the case may be, by decision of the shareholders' meeting deliberating in the same manner provided for amendments to the Articles.

**Art. 5. Profit sharing.** Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

**Art. 6. Transfer of shares.** In case of a sole shareholder, the Company's shares are freely transferable to non-shareholders.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorized by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorization is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the survivors.



**Art. 7. Redemption of shares.** The Company shall have power, subject to due observance of the provisions of the law on commercial companies dated 10<sup>th</sup> August 1915, as amended (the Law), to acquire shares in its own capital.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of shareholders.

### **Chapter III. Management - Meeting of the board of managers - Representation - Authorized signatories**

**Art. 8. Management.** The Company is administered by one or more managers. In case of plurality of managers, they constitute a board of managers. The manager(s) need not be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may at any time and ad nutum (without cause) revoke and replace the manager(s).

The general meeting of shareholders shall decide on the remuneration and the terms and conditions of appointment of each of the managers.

**Art. 9. Meeting of the board of managers.** Meetings of the board of managers are convened by any member of the board.

The managers will be convened separately to each meeting of the board of managers. Except in cases of urgency which will be specified in the convening notice or with the prior consent of all the managers, at least eight days' written notice of board meetings shall be given.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the convening notice.

The notice may be waived by the consent in writing or by telefax or by any other suitable telecommunication means of each manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or by any other suitable telecommunication means another manager as his proxy.

A manager may represent more than one of his colleagues, provided however that at least two managers are present at the meeting.

Meetings of the board of managers can be held by way of a telephone or video conference. Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to be identified, to hear each other and to be able to speak up in the course of such meeting. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting without that it is required that two managers attend in person to such meeting. All meetings held by way of telephone or video conference are deemed to be held at the registered office of the Company.

The board of managers can validly debate and take decisions only if the majority of its members is present or represented.

Decisions of the board of managers are taken by an absolute majority of the votes cast.

The board of managers may in all instances take resolutions in writing. Resolutions signed by all managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex.

**Art. 10. Representation - Authorized signatories.** In dealing with third parties, the manager(s) shall have the powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the Company's objects and further provided the terms of this Article 10 shall be complied with.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Association to the general meeting of shareholders fall within the scope of the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers. In case of singularity of manager, the Company shall be bound by the sole signature of the manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signatures of any two managers. The shareholders may appoint from among the members of the board of managers one or several general managers who may be granted the powers to bind the Company by their respective sole signature, provided they act within the powers vested in the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may subdelegate his/their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine the agent(s)' responsibilities and his/their remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

**Art. 11. Liability of managers.** The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company, so long as such commitment is in compliance with the Articles of Association of the Company as well as the applicable provisions of the Law.

The Company may indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company or, at his request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

#### Chapter IV. Secretary

**Art. 12. Appointment of a secretary.** A secretary may be appointed by a resolution of a meeting of the shareholder(s) of the Company (the Secretary).

The Secretary, who may or may not be a manager, shall have the responsibility to act as clerk of the meetings of the board of managers and, to the extent practical, of the meetings of the shareholder(s), and to keep the records and the minutes of the board of managers and of the meetings of the shareholder(s) and their transactions in a book to be kept for that purpose, and he shall perform like duties for all committees of the board of managers (if any) when required. He shall have the possibility to delegate his powers to one or several persons provided he shall remain responsible for the tasks so delegated.

The Secretary shall have the power and authority to issue certificates and extracts on behalf of the Company to be produced in court or, more generally, vis-à-vis any third parties and to be used as official documents.

#### Chapter V. General Meetings of Shareholders

**Art. 13. Annual general meeting.** The annual general meeting of shareholders shall be held annually at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting within six months after the close of the financial year.

**Art. 14. Shareholders' voting rights.** Each shareholder may participate in general shareholders' meetings irrespective of the number of shares which he owns.

Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Each shareholder may appoint by proxy a representative who need not be a shareholder to represent him at shareholders' meetings.

**Art. 15. Quorum - Majority.** Resolutions at shareholders' meetings are only validly taken in so far as they are adopted by a majority of shareholders' owning more than half of the Company's share capital.

However, resolutions to amend the Articles of Association and to dissolve and liquidate the Company may only be carried out by a majority in number of shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

Resolutions of shareholders can, instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall sign the resolution, the passing of resolutions in writing on one or several counterparts in lieu of general meetings shall have the force of a resolution passed at a general meeting of shareholders.

The sole shareholder exercises the powers of the general meeting.

The decisions of the sole shareholder which are taken in the scope of the above paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Any reference to shareholders' meeting shall mutatis mutandis refer to a resolution passed in writing in the above form.

#### Chapter VI. Financial year - Financial statement - Profit sharing

**Art. 16. Financial year.** The Company's accounting year begins on January first and ends on December thirty-first of the same year.

**Art. 17. Financial statements.** Each year the books are closed and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepares a balance sheet and profit and loss accounts.

**Art. 18. Inspection of documents.** Each shareholder may inspect the above balance sheet and profit and loss accounts at the Company's registered office.

**Art. 19. Appropriation of profits - Reserves.** An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company. The general meeting of shareholders shall, subject to applicable law, have power to make payable one or more interim dividends.

## Chapter VII. Dissolution - Liquidation

**Art. 20. Dissolution.** The insolvency or bankruptcy or any other similar procedure of the shareholder(s) will not cause the dissolution of the Company. The shareholders must agree, in accordance with paragraph 2 of Article 15 of these Articles of Association, to the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

**Art. 21. Liquidation.** At the time of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, whether shareholder(s) or not, appointed by the shareholder(s) who will determine their powers and remuneration.

## Chapter VIII. Audit

**Art. 22. Statutory Auditor - External Auditor.** In accordance with article 200 of the Law, the Company need only be audited by a statutory auditor if it has more than 25 shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by articles 256 and 215 of the Law does not apply.

## Chapter IX. Governing law

**Art. 23. Reference to Legal Provisions.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles of Association.

### *Transitory Provisions:*

By way of derogation article 16 of the present Articles of Association, the Company's current accounting year is to run from the day of incorporation to 31 December 2013.

### *Subscriptions and Payments*

"ITT INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.à. r.l. ", wishes to subscribe all five hundred (500) shares and to pay them by a contribution in cash of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-).

All the shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) as contribution to the nominal share capital is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary who hereby witnesses the existence of the above in respect of the Law.

### *Costs*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

### *Resolutions of the sole shareholder:*

Immediately after the incorporation, the sole shareholder of the Company has adopted the following resolutions:

1) It was resolved to have four (4) managers and the following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period:

- Michael Savinelli, chief tax officer, residing at 1133, Westchester Avenue, White Plains, NY 10604, United States of America

- Colleen Ostrowski, Treasurer, residing at 1133, Westchester Avenue, White Plains, NY 10604, United States of America

- Pascale Wagner, employee, residing at 94, route de Luxembourg, L-7373 Helmdange, Grand Duchy of Luxembourg

- Danielle Kolbach, lawyer, residing at 22, rue Charles Arendt, L-1134 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

2) The registered office is established at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the years and day first above written.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the proxy holder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

### **Folgt die deutsche Übersetzung:**

Im Jahre zweitausend und dreizehn, am elften Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Decker, mit Amtswohnsitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

„ITT INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.à r.l.“, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) luxemburgischen Rechtes mit Gesellschaftssitz 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg und eingetragen beim Luxemburger Gesellschafts- und Handelsregister unter der Nummer B 160.054 und einem Stammkapital von EUR 1.735.000;

hier vertreten durch Frau Danielle Kolbach, Anwalt, wohnhaft in Luxemburg, auf Grund einer ihr ausgestellten Vollmacht ausgestellt am 4. Dezember 2013.

Die Vollmacht, wird der vorliegenden Urkunde, nach der Unterzeichnung „ne varietur“ durch die Erschienene und den unterzeichneten Notar, als Anlage beigeheftet um bei den Registerbehörden zusammen mit der Urkunde eingetragen zu werden.

Die Erschienene hat in ihrer Eigenschaft als Bevollmächtigte den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung der hiermit gegründeten Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) wie folgt aufzusetzen:

### **Kapitel I. Name - Dauer - Gegenstand - Sitz**

**Art. 1. Name und Dauer.** Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach luxemburgischen Recht mit der Bezeichnung ITT Industries Global S.à r.l. (nachfolgend die Gesellschaft).

Die Gesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer errichtet.

**Art. 2. Gegenstand der Gesellschaft.** Gegenstand der Gesellschaft ist die Vornahme aller unmittelbar oder mittelbar mit dem Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen jeglicher Form in Zusammenhang stehender Geschäfte, sowie die Verwaltung, die Kontrolle und die Förderung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann ihre Mittel in Immobilien anlegen; sie kann sie zur Bildung, Verwaltung, Förderung und Veräußerung ihrer Vermögenswerte in der jeweils bestehenden Zusammensetzung benutzen und insbesondere, jedoch nicht ausschließlich, in ihren Wertpapierbestand beliebigen Ursprungs anlegen, um sich an der Gründung, Entwicklung und Beherrschung von Unternehmen zu beteiligen und im Wege von Anlage, Zeichnung, Übernahme oder Optionen Wertpapiere und Rechte des geistigen Eigentums zu erwerben, diese durch Verkauf, Übertragung, Tausch oder unter einer anderen Form zu veräußern, Lizenzen zur Verwertung von Rechten des geistigen Eigentums zu erhalten oder zu gewähren, sowie Unternehmen, an denen die Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar beteiligt ist, sowie Konzernen oder zu deren Vorteil Unterstützung -einschließlich finanzieller Unterstützung, Darlehen, Vorauszahlungen oder Garantien -zu gewähren.

Die Gesellschaft kann jede gewerbliche oder wirtschaftliche Tätigkeit ausüben, die der Erreichung des Gesellschaftszwecks direkt oder indirekt dient.

**Art. 3. Gesellschaftssitz.** Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Luxemburg.

Der Sitz kann durch Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung ihres Gesellschafters oder -bei mehreren Gesellschaftern -durch Gesellschafterbeschluss an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

### **Kapitel II. Gesellschaftskapital**

**Art. 4. Stammkapital.** Das Stammkapital beträgt zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500.-) und ist in fünfhundert (500) ordentliche Geschäftsanteile im Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25.-) eingeteilt.

Das gezeichnete Stammkapital kann durch Beschluß des alleinigen Gesellschafters beziehungsweise durch Beschluss der Gesellschafterversammlung nach Maßgabe der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Beschlussfassung geändert werden.

**Art. 5. Gewinnbeteiligung.** Jeder Geschäftsanteil berechtigt nach dem direkten Verhältnis der bestehenden Geschäftsanteile zu einem Bruchteil am Gesellschaftsvermögen und -gewinn.

**Art. 6. Übertragung von Geschäftsanteilen.** Im Falle eines Alleingeschafters sind die Anteile frei an Dritte, die keine Gesellschafter sind, übertragbar.

Wenn es mehrere Gesellschafter gibt, bedarf die Übertragung von Geschäftsanteilen unter Lebenden an Dritte der Genehmigung der Generalversammlung, Gesellschafter, die drei Viertel des eingezahlten Kapitals vertreten. Es bedarf keiner solchen Genehmigung für die Übertragung von Anteilen unter Gesellschaftern.

Die Genehmigung einer Übertragung im Todesfall bedarf der Zustimmung von mindestens drei Vierteln des Gesellschaftskapitals, welches von den Überlebenden gehalten wird.

**Art. 7. Rückkauf von Geschäftsanteilen.** Die Gesellschaft ist befugt, vorbehaltlich der Einhaltung der Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 bezüglich Handelsgesellschaften (nachfolgend das Gesetz) Anteile an ihrem eigenen Kapital zu erwerben.

Der Erwerb und die Veräußerung von im Stammkapital der Gesellschaft befindlichen Geschäftsanteilen bedarf eines Beschlusses, dessen Form und Bedingungen von der Gesellschafterversammlung festzulegen sind.

### **Kapitel III. Geschäftsführung - Geschäftsführersitzungen - Vertretung - Vertretungsvollmachten**

**Art. 8. Geschäftsführung.** Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern verwaltet. Im Falle einer Mehrheit von Geschäftsführern bilden diese die Geschäftsführung. Der/Die Geschäftsführer muß/müssen nicht Gesellschafter sein. Der/die Geschäftsführer wird/werden von der Gesellschafterversammlung ernannt. Die Gesellschafterversammlung ist berechtigt; zu jeder Zeit und ad nutum (ohne Grund) den Rücktritt eines Geschäftsführers zu fordern und ihn zu ersetzen.

Die Gesellschafterversammlung bestimmt die Vergütung der Geschäftsführer, sowie die Dauer und Bedingungen für ihre Bestellung.

**Art. 9. Versammlungen - Geschäftsführerversammlungen.** Die Geschäftsführerversammlungen können von jedem Geschäftsführer einberufen werden.

Die Geschäftsführer werden einzeln zu jeder Geschäftsführerversammlung einberufen. Außer in Dringlichkeitsfällen, die in der Einberufungsmittelung zu spezifizieren sind, oder außer bei vorheriger Genehmigung aller Geschäftsführer soll der Einberufung eine mindestens achttägige Einberufungsfrist vorhergehen.

Die Versammlung kann ordnungsgemäß abgehalten werden, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind.

Die Versammlungen finden an dem Ort, an dem Tage und zu der Zeit statt, die in der Einberufung festgelegt sind.

Die Geschäftsführer können mittels schriftlicher Genehmigung, mittels Telefax oder in der jeweils geeigneten Kommunikationsform auf die Einberufung verzichten. Eine separate Einberufung ist nicht nötig, wenn Zeit und Ort der Versammlungen im Rahmen eines zuvor durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Terminplans festgelegt wurden.

Jeder Geschäftsführer kann sich auf den Geschäftsführerversammlungen durch einen schriftlich, mittels Telefax oder anderer geeigneter Kommunikationsmittel von ihm ernannten Bevollmächtigten vertreten lassen.

Ein Geschäftsführer kann mehrere seiner Kollegen vertreten; es müssen jedoch wenigstens zwei Geschäftsführer an einer Versammlung teilnehmen.

Versammlungen der Geschäftsführer können mittels Telefon - oder Videokonferenz abgehalten werden. Die Geschäftsführer können mittels Konferenzschaltung, Videoschaltung oder jeglicher Kommunikationsmittel, die es allen Teilnehmern erlaubt ausgewiesen zu werden, mitzuhören und mitzusprechen, an einer Geschäftsführerversammlung teilnehmen. Die Teilnahme an einer Versammlung mittels der vorgenannten Instrumente ist einer persönlichen Teilnahme gleichzustellen, ohne dass es nötig wäre dass zwei Geschäftsführer sich versammeln. Die Versammlungen welche mittels Telefon - oder Videokonferenz abgehalten werden sind einer Versammlung am Geschäftssitz gleichgestellt.

Die Geschäftsführung ist nur ordnungsgemäß beratungs- und beschlussfähig, wenn die Mehrheit ihrer Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Geschäftsführungsbeschlüsse bedürfen der absoluten Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

Die Geschäftsführer können immer schriftliche Beschlüsse fassen Beschlüsse welche von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind haben die gleiche Rechtskraft wie Beschlüsse im Rahmen einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung. Solche Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder mehreren Kopien ein und desselben Beschlusses erscheinen und erhalten Beweiskraft mit Brief, Telefax oder Telex.

**Art. 10. Vertretung - Zeichnungsberechtigung.** In Geschäften mit Dritten ist/sind der/die Geschäftsführer jederzeit dazu ermächtigt, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Geschäfte zu tätigen, welche im Einklang mit dem Gesellschaftszweck und den Bestimmungen von Artikel 10 der Satzung liegen.

Alle durch das Gesetz oder die vorliegende Satzung nicht ausdrücklich der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Rechte fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers oder -bei mehreren Geschäftsführern -der Geschäftsführung. Ist nur ein Geschäftsführer vorhanden, ist der vorhandene Geschäftsführer alleine zur Vertretung der Gesellschaft berechtigt. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so wird die Gesellschaft durch jeweils zwei Geschäftsführer gemeinschaftlich vertreten. Die Gesellschafter können aus der Geschäftsführung einen oder mehrere (Generalgeschäftsführer) Hauptgeschäftsführer ernennen, welche(r) Alleinvertretungsbefugnis hat/haben, vorausgesetzt jedoch, sie überschreiten die der Geschäftsführung übertragenen Befugnisse nicht.

Der Geschäftsführer oder -bei mehreren Geschäftsführern -die Geschäftsführung kann seine Befugnisse für die Vornahme bestimmter Aufgaben an einen oder mehrere ad hoc Vertreter weiterdelegieren.

Der Geschäftsführer oder -bei mehreren Geschäftsführern -die Geschäftsführung bestimmt die Verantwortungen und (falls zutreffend) die Vergütung seines/seiner Vertreter, die Dauer ihrer Vertretung sowie alle sonstigen etwaigen Bedingungen in Zusammenhang mit ihrer Beauftragung.

**Art. 11. Haftung der Geschäftsführer.** Der/Die Geschäftsführer haften aufgrund ihrer Position nicht persönlich für im Namen der Gesellschaft eingegangene Verpflichtungen, solange diese Verpflichtungen in Übereinstimmung mit der Satzung der Gesellschaft und den geltenden Bestimmungen des Gesetzes stehen.

Die Gesellschaft kann den Geschäftsführern und leitenden Angestellten sowie deren Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern Freistellung zusichern von den Kosten, die diesen in vernünftigen Rahmen in Zusammenhang mit Klagen, Prozessen oder Verfahren entstehen, in die sie aufgrund der Tatsache als Prozesspartei verwickelt wurden, dass sie Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft oder - auf eigenes Verlangen - einer anderen Gesellschaft waren, an der die Gesellschaft beteiligt oder deren Gläubiger sie ist, und gegen die sie keinen Schadenersatzanspruch geltend machen können; diese Freistellung gilt nicht, wenn sie im Rahmen dieser Klagen, Prozesse und Verfahren der groben Fahrlässigkeit oder schweren Pflichtverletzung für schuldig befunden wurden. Im Falle eines Vergleiches erfolgt eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, welche von dem Vergleich abgedeckt werden, und insofern als der Gesellschaft von einem Rechtsberater bestätigt wird, daß die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat. Das vorstehende Recht auf Entschädigung schließt andere etwaige rechtliche Ansprüche nicht aus.

## Kapitel IV. Schriftführer

**Art. 12. Bestellung eines Schriftführers.** Die Gesellschafterversammlung kann durch einfachen Beschluß einen Schriftführer der Gesellschaft (der Schriftführer) ernennen.

Der Schriftführer, der nicht Geschäftsführer sein muß, fungiert als Protokollführer in den Geschäftsführerversammlungen und, sofern durchführbar, in den Gesellschafterversammlungen; er führt die Akten und Protokolle der Geschäftsführer und der Gesellschafterversammlungen und die von ihnen durchgeführten Transaktionen in einem speziell zu diesem Zweck geführten Buch; er übernimmt dieselben Aufgaben für alle eventuell von der Geschäftsführung beauftragten Ausschüsse. Der Schriftführer kann seine Befugnisse auf eine oder mehrere Person/en delegieren, sofern er für diese delegierten Aufgaben verantwortlich bleibt.

Der Schriftführer ist befugt, im Namen der Gesellschaft Zertifikate und Auszüge auszustellen, die der Vorlage bei Gericht beziehungsweise Dritten zur Vorlage als amtliche Unterlagen dienen.

## Kapitel V. Gesellschafterversammlung

**Art. 13. Jahresgeneralversammlung und außerordentliche Gesellschafterversammlung.** Die Jahresgeneralversammlung findet jährlich innerhalb von sechs Monaten nach Abschluss des jeweils vorhergehenden Geschäftsjahres am Sitz der Gesellschaft oder jedem anderen, in der Einberufungsmitteilung genannten Ort in Luxemburg statt.

**Art. 14. Stimmrechte der Gesellschafter.** Jeder Gesellschafter hat das Recht, an der Gesellschafterversammlung teilzunehmen, unabhängig davon, wie viele Anteile er besitzt.

Die Stimmrechte der Gesellschafter bestimmen sich nach der Zahl der von ihnen gehaltenen Anteile.

Jeder Gesellschafter kann sich auf der Gesellschafterversammlung durch einen bevollmächtigten Vertreter, der kein Gesellschafter sein muß, vertreten lassen.

**Art. 15. Quorum - Mehrheit.** Beschlüsse der Gesellschafterversammlung sind nur dann ordnungsgemäß, wenn sie von einer Mehrheit von Gesellschaftern die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals besitzen, angenommen werden.

Beschlüsse, die Satzungsänderungen oder die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft zu Gegenstand haben, können nur durch eine Mehrheit von Gesellschaftern angenommen werden, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals besitzt.

Anstatt auf einer Gesellschafterversammlung können Beschlüsse auch schriftlich von allen Gesellschaftern angenommen werden. In diesem Fall wird jedem Gesellschafter ein Entwurf des Beschlusses übermittelt, welchen er unterzeichnet. Die Beschlussfassung durch Unterzeichnung einer oder mehrerer Zweitausfertigungen hat die gleiche Rechtskraft wie die auf einer einberufenen Gesellschafterversammlung gefassten Beschlüsse.

Der alleinige Gesellschafter übt die Befugnisse der Gesellschafterversammlung aus.

Die in Anwendung des vorstehenden Absatzes gefassten Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters werden protokolliert oder als Bericht abgefasst oder schriftlich niedergeschrieben.

Alle Verweise auf Gesellschafterversammlungen beziehen sich mutatis mutandis auf einen in der vorstehend beschriebenen Form schriftlich gefassten Beschluss.

## Kapitel VI. Geschäftsjahr - Bilanz - Gewinnverwendung

**Art. 16. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember des gleichen Jahres.

**Art. 17. Jahresabschluss.** Die Bücher werden jährlich abgeschlossen, und der Geschäftsführer oder -bei mehreren Geschäftsführern -die Geschäftsführung erstellt die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

**Art. 18. Einsicht in die Unterlagen.** Jeder Gesellschafter ist berechtigt, am Sitz der Gesellschaft Einsicht in die oben genannte Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung zu nehmen.

**Art. 19. Gewinnverwendung.** Vom ausgeschütteten Nettogewinn sind fünf Prozent (5%) für die Bildung der gesetzlichen Rücklage zurückzulegen, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals erreicht.

Die Verteilung des Restbetrags erfolgt nach dem Verhältnis der Geschäftsanteile. Die Gesellschafterversammlung kann nach Maßgabe der geltenden gesetzlichen Bestimmungen die Ausschüttung einer oder mehrerer Zwischendividende/n beschließen.

## Kapitel VII. Auflösung - Liquidation

**Art. 20. Auflösung.** Zahlungsunfähigkeit, Bankrott und andere Verfahren gegen einen Geschäftsführer sind keine Gründe für die Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschafter müssen der Auflösung und Liquidation sowie den darauf anwendbaren Bedingungen nach Maßgabe von Artikel 15 der vorliegenden Satzung zustimmen.

**Art. 21. Liquidation.** Die Liquidation erfolgt bei Auflösung der Gesellschaft durch einen oder mehrere Liquidator/en, die keine Gesellschafter sein müssen und von den Gesellschaftern ernannt werden, die auch ihre Befugnisse und Bezüge festlegen.

## Kapitel VIII. Abschlussprüfung

**Art. 22. Wirtschaftsprüfer - Abschlussprüfer.** Gemäß Artikel 200 des Gesetzes muss die Gesellschaft nur in den Fällen von einem Abschlussprüfer geprüft werden, wenn die Anzahl der Gesellschafter 25 überschreitet. Ein externer Abschlussprüfer muss beauftragt werden, wenn die Befreiungen unter Artikel 256 und Artikel 215 des Gesetzes keine Anwendung finden.

## Kapitel IX. Anwendbares Recht

**Art. 23. Bezugnahme auf die gesetzlichen Bestimmungen.** In allen im Rahmen der vorliegenden Satzung nicht ausdrücklich geregelten Angelegenheiten wird auf die Bestimmungen des Gesetzes verwiesen.

### *Übergangsbestimmungen:*

In Abweichung von den Bestimmungen von Artikel 16 der vorliegenden Satzung beginnt das laufende Geschäftsjahr am Tage seiner Gründung und endet am 31. Dezember 2013.

### *Zeichnung und Einzahlung:*

„ITT INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.à. r.l.“, erklärt alle fünfhundert (500) ordentliche Anteile der Gesellschaft zu zeichnen und zahlt diese mit einer Bargeldeinlage von zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500.-) welcher Betrag dem Stammkapital zugeteilt wird..

Alle von der Gesellschaft ausgegebenen Stammanteile sind in bar eingezahlt worden, so dass der Betrag von zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500.-) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen und von diesem ausdrücklich bestätigt wird.

### *Kostenvorschlag*

Alle Aufwendungen, Kosten, Honorare und Gebühren, die der Gesellschaft aufgrund dieser Urkunde entstehen, werden auf ungefähr eintausend einhundert Euro (EUR 1.100.-) geschätzt.

### *Entscheidungen des Alleingesellschafter*

Unmittelbar nach der Gründung fasste der Alleingesellschafter, der das gesamte gezeichnete Stammkapital der Gesellschaft vertritt, folgende Beschlüsse:

1) Die Versammlung beschließt vier (4) Geschäftsführer zu haben und bestellt zu ihren Geschäftsführern für eine unbestimmte Dauer:

- Michael Savinelli, vorsitzender Steuerberater, wohnhaft in 1133, Westchester Avenue, White Plains, NY 10604, Vereinigte Staaten von Amerika
- Colleen Ostrowski, Schatzmeister, wohnhaft in 1133, Westchester Avenue, White Plains, NY 10604, Vereinigte Staaten von Amerika
- Pascale Wagner, Privatbeamtin, wohnhaft in 94, route de Luxembourg, L-7373 Heldmange, Luxemburg
- Danielle Kolbach, Anwalt, wohnhaft in 22, rue Charles Arendt, L-1134 Luxembourg, Luxemburg

2) Der Sitz der Gesellschaft ist 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Zu Urkunde, dessen wurde die vorliegende notarielle Urkunde am eingangs genannten Datum, in Luxemburg aufgesetzt.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienen Partei in englischer Sprache, gefolgt von der deutschen Sprache, aufgesetzt wird, und dass auf Verlangen derselben erschienenen Partei bei Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Fassung maßgebend ist.

Nach Verlesung der Urkunde hat der Bevollmächtigte der erschienenen Partei zusammen mit uns, dem Notar, die vorstehende Originalurkunde unterzeichnet.

Signé: D. KOLBACH, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12/12/2013. Relation: LAC/2013/57027. Reçu 75,- € (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07.01.2014.

Référence de publication: 2014006116/426.

(140005669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2014.

**Dundeal (International) 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 174.214.

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of December.

Before Us, Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED

Dundee International (Luxembourg) Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 9A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 108,197,417 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 160396 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mr. Cengiz Coelhan, acting in its capacity as A manager of the Sole Shareholder, and Sami Hajjem, acting in its capacity as B manager of the Sole Shareholder.

The appearing party is the sole shareholder representing the entire share capital of Dundeal (International) 9 S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by a notarial deed of 21 December 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 528 of 4 March 2013, with a corporate capital of twelve thousand and five hundred and two euro (EUR 12,502.-), having its registered office at 9A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 174214. The articles of incorporation of the Company (the "Articles") have been amended for the last time by a notarial deed of 6 June 2014, published on the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association number 2227 of 21 August 2014.

The Sole Shareholder, represented as stated above, representing the entire share capital requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

*Agenda*

1. Approval of POBA LUX HOLDCO (LUXEMBOURG) S.à r.l. as new shareholder of the Company.
2. Amendment of the corporate object of the Company in order for it to read as follows:

“ **4. Object.** The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such shareholdings.

This includes without limitation the investment in, acquisition and disposal of, grant or issuance (without a public offering) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes, debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including without limitation, shares of capital stock, limited partnership interests, limited-liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, as well as obligations (including without limitation synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may also use its funds to invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable asset in any form or of any kind.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security as well as any form of indemnity, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including without limitation the extension of advances, loans, money deposits and credit as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same type of assistance to undertakings that form part of the same group to which the Company belongs or to third parties, provided that doing so is in the Company's interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial transactions and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose.

Notwithstanding the foregoing, the Company shall not enter into any transaction that would cause it to be engaged in a regulated activity or one that requires the Company to have a licence.”

3. Full restatement the Company's articles of association.

4. Acknowledgement of the resignation of Mr Frank Pletsch as class B manager of the Company and of Mr Douwe Terpstra as class B manager of the Company and granting provisional discharge to for the performance of their respective mandate from the date of their appointment until the date hereof.

5. Re-designate Mr George Valentini, current class A manager of the Company, as class B manager of the Company, for an unlimited duration.



6. Appointment of Mr Shi Young Lee, Mrs Sonia Baldan and Mr Elvin Montes, as new class A managers of the Company and appointment of Mr Cengiz Coelhan and Mr Andreas Mischler, as new class B managers of the Company, for an unlimited duration.

7. Appointment of PricewaterhouseCoopers as independent auditor of the Company.

8. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the Sole Shareholder takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

*First resolution*

Further to a share transfer, six thousand two hundred fifty-one (6,251) shares in the share capital of the Company have been transferred to the company POBA LUX HOLDCO (LUXEMBOURG) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 189111. Accordingly, the Sole Shareholder resolves to accept POBA LUX HOLDCO (LUXEMBOURG) S.à r.l. as new shareholder of the Company.

POBA LUX HOLDCO (LUXEMBOURG) S.à r.l., prenamed,

here represented by Mrs Sonia Baldan, with professional address in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 18 December 2014, then joined the general meeting.

The said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

*Second resolution*

The general meeting of shareholders of the Company resolved to amend the corporate object of the Company so that it shall henceforth read as follows:

“ **4. Object.** The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such shareholdings.

This includes without limitation the investment in, acquisition and disposal of, grant or issuance (without a public offering) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes, debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including without limitation, shares of capital stock, limited partnership interests, limited-liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, as well as obligations (including without limitation synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may also use its funds to invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable asset in any form or of any kind.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security as well as any form of indemnity, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including without limitation the extension of advances, loans, money deposits and credit as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same type of assistance to undertakings that form part of the same group to which the Company belongs or to third parties, provided that doing so is in the Company's interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial transactions and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose.

Notwithstanding the foregoing, the Company shall not enter into any transaction that would cause it to be engaged in a regulated activity or one that requires the Company to have a licence.”

*Third resolution*

The general meeting of shareholders of the Company resolved to proceed to the full restatement of the Company's articles of association which shall henceforth read as follows:

*“Definitions*

“Affiliate” and “Affiliated” means for any Person, any other Person that directly or indirectly, through one or more intermediaries, Controls, is Controlled by, or is under the common Control with such first Person;

“Annual Business Plan” means the business plan including the annual budget to be prepared each year by the Asset Manager;

“Asset Manager” means the asset manager appointed in respect of the Property pursuant to the Asset Management Agreement;

"Asset Management Agreement" means any asset management agreement in effect from time to time among the Company and an Asset Manager as regards the Property;

"Board" means the board of managers of the Company;

"Business Days" means any day, other than a Saturday or Sunday, on which HSBC Bank plc, Luxembourg Branch in Luxembourg City, Luxembourg is open for commercial banking business during normal banking hours;

"Control" means, in relation to any entity, the power of a Person to secure, by means of holding shares or being able to exercise voting rights, that the affairs of the entity are conducted in accordance with his/her/its wishes, and the words "Controlled by", "Controlling" and similar words have corresponding meanings; the Person who Controls a Controlled entity shall be deemed to Control a corporation, partnership, limited liability company, joint venture or trust which is Controlled by the Controlled entity, and so on; notwithstanding the foregoing, there shall be no "Change of Control" resulting from the circumstances referred to in the foregoing, if a corporation or a business entity is listed on a recognized stock exchange and the relevant shares or units are traded as securities at such stock exchange.

"Covenant Breach" means any breach of a financial covenant (including the loan to value ratio) under any senior financing;

"Dream Shareholder" means Dundee International (Luxembourg) Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and with its registered office at 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the commercial register (registre de commerce et des sociétés) of Luxembourg under registration number B 160396;

"Income Available for Distribution" means the aggregate cash receipts (including, without limitation, net rent and service charge prepayments) of the Company less: (i) adjustments for pre-paid rents (if any), (ii) actual operating expenses plus any accruals and reserves for operating expenses as determined by the Asset Manager (or, if no Asset Management Agreement is in place, by the Board), (iii) actual G&A expenses (including but not limited to legal fees, audit fees, tax advisory fees, valuation fees, etc.) plus any accruals and reserves for G&A expenses as determined by the Asset Manager (or, if no Asset Management Agreement is in place, by the Board), (iv) actual taxes (including VAT, corporate income tax, withholding tax on construction works and trade tax) plus accruals and reserves for taxes as determined by the Asset Manager (or, if no Asset Management Agreement is in place, by the Board), (v) reserves for interest and principal payments under the senior loans, (vi) asset management fees and applicable expenses of the Asset Manager (if any), (vii) reserves for capital expenditures, tenant improvements, fit-out works, landlords work and leasing commissions, and (viii) reserves required to prevent an anticipated Covenant Breach as determined by the Asset Manager (or, if no Asset Management Agreement is in place, by the Board), and (ix) reserves for interest and principal payments under the Shareholder Loans;

"Manager(s)" means all the managers of the Company and as the case may be jointly the Class A Managers and the Class B Managers;

"Monthly Reports" means the reports to be prepared monthly referred to in article 21;

"Parent" means a Person that owns all of the issued and outstanding shares of the Shareholder.

"Person" means any individual, sole proprietorship, partnership, firm, entity, unincorporated association, unincorporated syndicate, unincorporated organization, trust, body corporate, limited liability company, unlimited liability company, government, government regulatory authority, governmental department, agency, commission, board, tribunal, dispute settlement panel or body, bureau, court and, where the context requires, any of the foregoing when they are acting as trustee, executor, administrator or other legal representative;

"POBA Shareholder" means POBA LUX HOLDCO (LUXEMBOURG) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 189111;

"Property" means the commercial property owned by the Company situated in Hamburg, Germany, registered in the land register of Neustadt Nord kept at the Local Court of Hamburg, Germany, in folio 3246 (plot 2179).

"Quarterly Reports" means the reports to be prepared quarterly referred to in article 21;

"Required Expenses" means (i) any cost or expense for any item included in the then applicable Annual Business Plan, (ii) expenditures for maintenance and repairs to protect life, health or safety or to comply with applicable laws or contractual lease agreements, (iii) all other expenses the Company is required by statutory law or binding contract with third parties to bear and (iv) expenses required to prevent or cure a covenant breach under a financing agreement entered into by the Company;

"Securities" means collectively, Shareholder Loans and Shares;

"Shares" means the shares in the capital of the Company with a par value of one euro (EUR 1) each and includes the shares of the Company currently issued as well as any additional shares to be issued by the Company, and "Share" means any one of such shares;

"Shareholders" means the POBA Shareholder and the Dream Shareholder as sole shareholders of the Company, and each individually hereafter referred to as a "Shareholder";

"Shareholder Loan(s)" means any debt obligation of the Company to a Shareholder or any other amount that may be owing by the Company to a Shareholder, whether currently or in the future and whether or not evidenced by a promissory

note, debenture or other evidence of indebtedness issued or which may be issued by the Company to a Shareholder, or on open account;

"Transaction Manager" means any transaction manager appointed from time to time in accordance with any joint venture agreement existing from time to time between the Company and the Shareholders.

### **Form, Name, Registered office, Object, Duration**

#### **1. Form.**

1.1 There is hereby established a company in the form of a private limited company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), Article 1832 of the Luxembourg Civil Code and the present articles of association (the "Articles").

1.2 The Company may be composed of any number of shareholders not exceeding forty (40).

#### **2. Company name.**

2.1 The Company exists under the name "Dundeal (International) 9 S.à r.l."

#### **3. Registered office.**

3.1 The Company has its registered office in the municipality of Luxembourg.

3.2 The Management is authorised to change the address of the Company's registered office within the municipality of the Company's registered office.

3.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by decision of the Management.

3.4 In the event that, in the opinion of the Management, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

**4. Object.** The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such shareholdings.

This includes without limitation the investment in, acquisition and disposal of, grant or issuance (without a public offering) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes, debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including without limitation, shares of capital stock, limited partnership interests, limited-liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, as well as obligations (including without limitation synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may also use its funds to invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable asset in any form or of any kind.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security as well as any form of indemnity, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including without limitation the extension of advances, loans, money deposits and credit as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same type of assistance to undertakings that form part of the same group to which the Company belongs or to third parties, provided that doing so is in the Company's interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial transactions and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose.

Notwithstanding the foregoing, the Company shall not enter into any transaction that would cause it to be engaged in a regulated activity or one that requires the Company to have a licence.

**5. Duration.** The Company is established for an indefinite period of time.

### **Share capital, Transfer of shares**

#### **6. Share capital.**

6.1 The share capital of the Company amounts to twelve thousand five hundred and two euro (EUR 12,502), divided into twelve thousand five hundred and two (12,502) shares, each with a par value of one euro (EUR 1).

6.2 In addition to the share capital, the Shareholders may decide to set up a share premium account. Any premium paid on shares in addition to the par value must be transferred into this share premium account. The funds of the share

premium account may be used by the Company to redeem the Company's own shares from Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

6.3 In addition to the share capital and share premium account, the Company may maintain a capital contribution account 115 (compte 115 «Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres») on which the Company shall allocate any capital contributions to the Company which will be made without issue by the Company of any new shares in consideration for the relevant contribution.

6.4 The share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by the Shareholders in accordance with these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg applicable to any amendment of these Articles.

## **7. Shares.**

7.1 All Shares will be and remain in registered form.

7.2 Ownership of a Share carries implicit acceptance of the Articles and the resolutions adopted by the Shareholders.

7.3 Each Share entitles to one vote, subject to the limitations imposed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

7.4 Each Share is indivisible vis-à-vis the Company. Co-owners of Shares must be represented by a common representative vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the Share until a common representative has been notified by the co-owners to the Company in writing or by fax.

## **8. Transfer of Securities.**

### **8.1 Restriction on transfer of Shares**

8.1.1. Except as expressly provided by a joint venture agreement existing from time to time between the Shareholders and the Company or as may otherwise be unanimously agreed between the Shareholders, no Shareholder shall, directly or indirectly, transfer any Securities held by it, to any Person without the prior consent of the other Shareholder.

8.1.2. POBA Shareholder shall not transfer any of its Securities prior to the fifth (5<sup>th</sup>) anniversary of the present amendment to the articles of association of the Company (the "Commitment Period"), provided that, if Dream Shareholder elects to sell its Securities during the Commitment Period, POBA Shareholder shall be entitled to also sell its Securities in accordance with article 8.3.

8.1.3. Any Shareholder that agrees to purchase any Shares held by any other Shareholder, shall also acquire, and the other Shareholder shall sell, a proportionate interest in the Shareholder Loans held by the other Shareholder for a purchase price equal to the outstanding principal amount of such Shareholder Loans plus all accrued and unpaid interest thereon to the date of purchase.

8.1.4. Except as expressly agreed between the Shareholders, no Shareholder may transfer any of its Shares unless the related Shareholder Loans are concurrently transferred to the same transferee.

### **8.2 Permitted Transfers**

8.2.1. Notwithstanding the provisions of article 8.1, each Shareholder shall be entitled to sell, transfer and assign all (and no less than all) of its Securities to its Parent or to a Person of which all the issued and outstanding interests are owned by the Shareholder or by the Parent, provided that such Shareholder shall continue to be bound by all obligations (and entitled to all rights) as may be provided for from time to time by a joint venture agreement existing between the Shareholders and the Company.

8.2.2. If (i) the Person to which the Securities are sold, transferred and assigned pursuant to article 8.2.1 ceases to own all of the issued and outstanding shares of the Shareholder, or (ii) all of the issued and outstanding shares of the Person to which the Shares are sold, transferred and assigned ceases to be owned by the Shareholder or by the Parent, then such Person shall be required to transfer the Shares and Shareholder Loans transferred pursuant to article 8.2.1 back to the Shareholder immediately prior to such event.

8.2.3. Notwithstanding the above, where the Company has several Shareholders, any transfer of Shares to third parties requires the consent of the Shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the issued share capital.

### **8.3 Right of First Offer**

8.3.1. If Dream Shareholder at any time, or POBA Shareholder at any time after expiry of the Commitment Period, (such Shareholder, the "Offeror") wishes to sell all, but not less than all, of its Securities (the "Offeror's Securities"), it shall first offer to sell such Securities to the other Shareholder (the "Other Shareholder"). The Offeror shall deliver a notice in writing of the offer (the "Notice of Sale") to the Other Shareholder in which the Offeror shall irrevocably offer to sell the Offeror's Securities, for cash, to the Other Shareholder at the price and on terms set forth in the Notice of Sale.

8.3.2. Upon the Notice of Sale being given, the Other Shareholder shall have the right to purchase all, but not less than all, of the Offeror's Securities.

8.3.3. Within twenty (20) Business Days after the Notice of Sale is deemed to have been received by the Other Shareholder (the "Offer Period"), the Other Shareholder may give to the Offeror a notice in writing (an "Acceptance Notice") accepting the offer contained in the Notice of Sale. If the Other Shareholder gives an Acceptance Notice within the Offer Period confirming its agreement to purchase, in aggregate, all of the Offeror's Securities, the sale of the Offeror's

Securities to the Other Shareholder shall be completed within twenty (20) Business Days following the expiry of the Offer Period. The Other Shareholder shall be entitled to nominate a third party purchaser to purchase up to twenty-five percent (25%) of the Shares of the Company in which case the Other Shareholder and such third party shall each acquire the relevant part of the Offeror's Shares.

8.3.4. If the Offeror does not receive an Acceptance Notice from the Other Shareholder within the Offer Period confirming its agreement to purchase all, but not less than all, of the Offeror's Securities, the Other Shareholder may elect, in its sole discretion, that:

(i) the Shareholders shall jointly instruct the Transaction Manager to market all, but not less than all, of the Securities or the Company's direct interest in the Property (the "Offered Assets") for sale to one or more arm's length third party or parties (the "Third Party") within eight (8) months from the Notice of Sale has been given or is deemed to have been given (a "Joint Sale") in accordance with article 8.3.5; or

(ii) the Offeror shall be permitted to market the Offeror's Securities, and, if the Offeror is Dream Shareholder, together with the rights and obligations of the Asset Manager under the Asset Management Agreement, for sale to a Third Party within eight (8) months from the Notice of Sale has been given or is deemed to have been given (an "Individual Sale") in accordance with article 8.3.6.

The Other Shareholder shall deliver a notice in writing of its election under paragraph (i) or (ii) to the Offeror within ten (10) Business Days of expiry of the Offer Period, failing which the Other Shareholder shall be deemed to have elected to proceed on the basis of paragraph (ii). If a Joint Sale or an Individual Sale is not completed within such eight (8) months period, the provisions of this article 8.3 shall apply again to any proposed transfer of Securities, and so on from time to time.

8.3.5. If the Other Shareholder elects to proceed by way of Joint Sale pursuant to article 8.3.4. (i), the following terms and conditions shall apply to the Joint Sale:

(i) either Shareholder shall be entitled to submit an offer to purchase the Offered Assets;

(ii) the Transaction Manager will review the terms and conditions of the offers received for the Offered Assets and shall recommend to the Board the proposed purchaser whether and with whom to enter into exclusive negotiations;

(iii) the Board shall unanimously approve which proposed purchaser, if any, will be granted exclusivity to negotiate the terms of a purchase agreement for the Offered Assets (such proposed purchaser, the "Joint Sale Purchaser");

(iv) the Transaction Manager shall manage the due diligence process and negotiation of the purchase agreement with the Joint Sale Purchaser and report to the Board regularly throughout the Joint Sale process;

(v) the Board shall unanimously approve the final purchase agreement with the Joint Sale Purchaser prior to its execution;

(vi) if the Board does not unanimously approve the Joint Sale Purchaser according to (iii) above or the final transaction agreement with the Joint Sale Purchaser according to (v) above, the Offeror shall be entitled to proceed with an Individual Sale in accordance with article 8.3.6, provided, however, that Dream Shareholder shall only be entitled to sell the rights and obligations under the Asset Management Agreement, if the Managers appointed by Dream Shareholder had approved the Joint Sale and the Joint Sale Purchaser and the Joint Sale and could not be implemented due to the Other Shareholder not agreeing, or if both Shareholders have not approved the Joint Sale and Joint Sale Purchaser; and

(vii) if the Joint Sale Purchaser fails to complete the Joint Sale, the provisions of this article 8.3.5 shall apply again.

8.3.6. If the Other Shareholder elects or is deemed to proceed by way of an Individual Sale pursuant to article 8.3.4. (ii), the following terms and conditions shall apply to the Individual Sale:

(i) the Other Shareholder shall be entitled to submit an offer to purchase the Offeror's Securities;

(ii) the terms and conditions of the sale of the Offeror's Securities shall not require the approval of the Other Shareholder, provided that, if the Offeror intends to sell the Offeror's Securities at an effective price less than ninety-seven percent (97.5%) of the price specified in the Notice of Sale, it may only sell its Securities after having offered (such offer the "Subsequent Offer") such effective price or terms (at least on the basis of a letter of intent entered into with a potential purchaser) to the Other Shareholder and if the Other Shareholder has not, within a period of ten (10) Business Days, accept the Subsequent Offer. If the Other Shareholder accepted the Subsequent Offer. Art. 8.3.3. shall apply accordingly;

(iii) if the identity of the proposed transferee (the "Individual Purchaser") is not acceptable to the Other Shareholder acting reasonably, the Other Shareholder may disapprove the Individual Purchaser, the Offeror shall not be permitted to sell the Offeror's Securities to such Individual Purchaser, and the Offeror may elect, in its sole discretion, that:

(A) the provisions of this article 8.3 shall apply again to any proposed Transfer of the Offeror's Securities to any Transfer of the Offeror's Securities thereafter; or

(B) the Offeror shall sell all, but not less than all, of the Offeror's Securities to the Other Shareholder, and the Other Shareholder shall be obligated to purchase from the Offeror all, but not less than all, of the Offeror's Securities at a price equal to the price agreed with the Individual Purchaser. In such case, article 8.3.3 shall apply accordingly. The Offeror shall deliver a notice in writing of its election (the "Notice of Election") to the Other Shareholder within five (5) Business Days of receipt of notice from the Other Shareholder that it does not approve the Individual Purchaser.

(iv) If the Individual Sale is not completed within eight (8) months from the Notice of Election has been given or is deemed to have been given, article 8.3.1 shall apply again.

To permit the practical implementation of this article 8.3, no Securities may be sold by any Shareholder as part of or incidental to the sale of any other assets or any other transaction.

8.4 Any transfer of Shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. No transfer of Shares is binding vis-à-vis the Company or vis-à-vis third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company in accordance with the rules on the transfer of claims in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

## **Management - Auditor**

### **9. Composition of the Board.**

9.1 The Company shall be managed by one or several managers, whether Shareholders or not (the "Manager(s)"). Where more than one Manager has been appointed, the Managers will constitute a Board.

9.2 The Board will appoint one Manager as chairman (the "Chairman of the Board").

9.3 The Board may also appoint a secretary, whether a Manager or not, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders.

9.4 There shall be two (2) different classes of managers, namely class A managers (the "Class A Managers") and class B managers (the "Class B Managers") and the Board shall be made up of three (3) Class A Managers and three (3) Class B Managers.

9.5 Even after the term of their mandate, the Manager(s) are not entitled to disclose confidential information of the Company or any Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law

### **10. Appointment, removal, term of office and remuneration of Managers.**

10.1 The Manager(s) are appointed by the Shareholders who determine (i) their remuneration and (ii) the limited or unlimited duration of their mandate. POBA Shareholder shall be entitled to propose for appointment a list of candidates for the positions of Class A Managers to the Board, and Dream Shareholder shall be entitled to propose for appointment a list of candidates for the positions of Class B Managers to the Board.

10.2 The Manager(s) will hold office until their successors are elected. They may be re-elected and may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

### **11. Powers of Management.**

11.1 The Manager or the Board (as applicable) (the "Management") is vested with the broadest powers to act on behalf of the Company and to perform or authorise all acts of an administrative or a disposal nature, necessary or useful for accomplishing the Company's object, with the exception of (i) the powers reserved by the Law or by these Articles to the Shareholders and specifically the reserved matters provided for in article 21 of these Articles.

11.2 The Management may confer certain powers and/or special mandates, including the representation of the Company vis-à-vis third parties to one or several Manager(s), Shareholder(s) or third person(s), any of these acting either alone or jointly.

### **12. Meetings of the Board and written resolutions.**

12.1 The Board will meet upon the request of any two (2) or more Board members, and where there are both Class A Managers and Class B Managers, by at least one (1) manager of each such class.

12.2 The Chairman of the Board will inform each Board member of place, date, time and agenda of the meeting by written notice or e-mail. Meetings of the Board shall be held at the registered office of the Company or at any other place within Luxembourg as indicated in the notice or e-mail. Such notice must be received by the Board members at least twenty-four (24) hours prior to the meeting. No separate notice is required for meetings held at places, dates and times specified in a time schedule previously adopted by a decision of the Board and in cases of urgency.

12.3 The notice requirement may be waived by unanimous consent by all Board members at the meeting of the Board or otherwise.

12.4 The Chairman of the Board will preside at all Board meetings. In her/his absence the Board may appoint another Board member as Chairman of the Board pro tempore by vote of the majority of the Managers present or represented at such meeting.

12.5 Board members may act at any Board meeting by appointing another Board member in writing as her/his representative.

12.6 Board members may participate in a Board meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the meeting. If a meeting of the Board is held by means of telephone communication facilities, all such calls shall be initiated from Luxembourg.

12.7 The quorum for Board meetings is the presence or representation at the relevant Board meeting of a majority of the Board members holding office, including at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager present or represented.

If a quorum is not obtained at any meeting, the meeting shall be adjourned and may be reconvened upon two (2) Business Days' notice to the Managers, at which reconvened meeting the quorum shall be any two (2) Managers.

12.8 At all meetings of the Board, any question shall be decided by a majority of the votes cast on the question, provided that the majority includes at least the vote of one (1) Class A Manager and at least the vote of one (1) Class B Manager. The Chairman of the Board shall not be entitled to a casting vote.

12.9 The minutes of Board decisions must be drawn up and signed by all Board members present at the relevant meeting. Any powers of attorney will remain attached to the minutes.

12.10 A written decision signed by all Managers is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board which was duly convened and held. Such a decision can be documented in either a single document signed by all Managers or in several separate documents all with the same content each of them signed by one or several Managers.

12.11 Where only one Manager has been appointed, such Manager must draw up minutes of his/her decisions in writing and sign these.

12.12 The Board shall meet at least once in every six (6) months and at least one meeting per year will be held at which the Annual Business Plan will be tabled for consideration and approval and, if a meeting of the Board is not held during any six (6) months period, any Manager may call a meeting of the Board on five (5) Business Days prior notice to the other Managers.

12.13 At each meeting of the Board, unless waived unanimously by the Board, the Asset Manager shall report fully to the Board with respect to the current status of the operations of the Company and with respect to all major developments or planned action involving the Company and shall present to the meeting complete current financial information with respect to the Company and such other information as may be requested by the Board.

### **13. Representation of the Company.**

13.1 Where only one (1) Manager has been appointed, the Company will be bound vis-à-vis third parties by the sole signature of that Manager.

13.2 Where the Company is managed by a Board, the Company will be bound vis-à-vis third parties by the joint signatures of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

### **14. Conflict of Interests.**

14.1 No contract or other business between the Company and another company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that one or several duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, (i) has a personal interest in, or (ii) is a duly authorised representative and/or shareholder of the said other company or firm (the "Conflicted Representative").

14.2 Except as otherwise provided for hereafter, the Conflicted Representative shall not be automatically prevented from participating in the deliberations or voting on any such transaction, contract or other business. For all contracts or other business not (i) falling within the scope of the day-to-day management of the Company, (ii) being concluded in the Company's ordinary course of business and (iii) being concluded at arm's length, the Conflicted Representative shall inform the Board of any such personal interest and shall not deliberate or vote on any such transaction or other business, and the Shareholders shall be notified of such transaction or other business and the Conflicted Representative's interest therein.

14.3 If the Conflicted Representative is the sole Manager of the Company, the relevant contract or other business not (i) falling within the scope of the day-to-day management of the Company, (ii) being concluded in the Company's ordinary course of business and (iii) being concluded at arm's length shall be approved by the General Meeting of Shareholders or the Sole Shareholder (as the case may be).

14.4 A Manager who has an interest in a transaction or a proposed transaction with the Company, other than current operations entered into in the ordinary course of business of the Company, conflicting with that of the Company shall request to have entered in the minutes of the meeting of the Board the nature and extent of his interest and shall otherwise comply with applicable legal requirements.

14.5 The Shareholders and the Company acknowledge that some or all of the Managers may have, from time to time, possible conflicts of interest arising from, among other matters, their past or present relationships with, or investments in, the Company or investments in competitors of the Company and their interest in resources utilized by the Company. Subject to their fiduciary duties or the mandatory legal requirements, such conflicts of interest, subject to article 14.6, shall not, in and of themselves, disqualify such Managers from their office nor from exercising their rights and responsibilities as directors.

14.6 With regard to any action (signing of contracts and amendments thereto, terminations, initiation of court proceedings, etc.) to be taken with regard to (i) a legal relationship (including Shareholder Loans) between the Company on the one side and a Shareholder or any of its Affiliates (in this context, such Shareholder and/or Affiliates together are defined as the "Excluded Party") on the other side, and (ii) decisions on any such actions regarding contracts between the Company and a third party that shall be or have been concluded either (x) as a replacement of a contract between the Company and any of its Shareholders or (y) for any supply or performance where also an Excluded Party has provided a bid to the Company, the Excluded Party hereby undertakes not to exercise its vote with regard to any respective

resolution or decision to be passed or made at a meeting of Shareholders and to ensure that the Managers appointed by it do not exercise their respective vote at a meeting of the Board either.

14.7 Article 14.6 shall not apply to any of (i) the Asset Management Agreement, (ii) an asset management agreement existing from time to time among, inter alia, Dream Shareholder and the Transaction Manager (if any), (iii) an investment services agreements existing from time to time between POBA Shareholder and the Transaction Manager (if any), (iv) any joint venture agreement existing from time to time between the Company and the Shareholders, and (v) any property management agreement or facilities management agreement existing from time to time between an affiliate of Dream Shareholder and the Company in connection with the property management or facilities management of the Property (if any), any transaction which the Company proposes to enter into with a Shareholder or an affiliate or director of a Shareholder.

**15. Indemnification of Managers.** The Company shall indemnify each Manager and his or her heirs and legal representatives against all costs, charges and expenses, including an amount paid to settle an action or satisfy a judgment, reasonably incurred by him or her in respect of any civil, criminal or administrative proceeding to which he or she is made a party by reason of being or having been a Manager provided (i) he or she acted reasonably (*en bon père de famille*), within the scope of its mandate as Manager and in good faith (*de bonne foi*) with a view to the best interests of the Company.

#### **16. Audit.**

16.1 If no independent auditor is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, the Company's annual accounts are to be audited by one or more statutory auditors, which can either be one or several Shareholders or third persons.

16.2 If no independent auditor is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has twenty-five (25) or less Shareholders, the Shareholders may decide, without being obliged to do so, to have the annual accounts audited by one or more statutory auditors, being either Shareholders or third persons.

16.3 The auditor(s) shall be appointed by the Shareholders who shall determine the (i) number of auditors, (ii) remuneration of the auditor(s) and (iii) duration of the mandate of the auditor(s). The auditor(s) will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

### **Shareholders**

#### **17. Shareholders' Resolutions.**

17.1 The Shareholders decide by passing resolutions either in Shareholders' meetings or, subject to the limitations set forth in these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, by written resolutions.

17.2 One vote is attached to each Share.

17.3 A quorum for meetings of Shareholders shall consist of each Shareholder being present or represented. If a quorum is not obtained at any meeting, the meeting shall be adjourned and reconvened five (5) Business Days later, at the same time and in the same location, at which reconvened meeting the quorum shall be the Shareholders present. Meetings of the Shareholders shall be held at the registered office of the Company or at any other place within Luxembourg.

17.4 Notwithstanding the above, any amendment to the Articles must be approved by (i) the majority of Shareholders in number and (ii) three-quarters (3/4) of the issued share capital, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles.

17.5 All other Shareholders' resolutions will be taken by Shareholders representing more than half of the issued share capital of the Company, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles. In case the quorum is not reached at the first meeting or written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of issued share capital represented.

#### **18. Written resolutions.**

18.1 If the Company has twenty-five (25) or less Shareholders, the Shareholders' resolutions do not have to be passed in Shareholders' meetings but may also be passed by written resolution.

18.2 The text of resolutions to be adopted by written resolution will be sent to the Shareholders in writing by the Management by registered letter, letter, e-mail or fax. Shareholders are under the obligation to cast their vote and send it back to the Management by registered letter, letter, e-mail or fax within fifteen (15) days as from the receipt of the letter. Any votes not cast within this time frame will be considered as having abstained from voting.

18.3 The formal requirements set forth in para. 18.2 for passing written Shareholders' resolutions may be waived by unanimous written resolution of all Shareholders in the relevant written resolution or otherwise.

The formal requirements set forth in para. 18.2 for passing written Shareholders' resolutions do not apply if the Company has only one Shareholder. All resolutions adopted by a sole Shareholder must, however, be documented in writing and signed by the sole Shareholder.

18.4 Any copies or extracts of the written Shareholders' resolutions shall be certified by the Management.



### **19. Shareholders' meetings (annual and extraordinary).**

19.1 An annual Shareholders' meeting needs only be held if the Company has more than twenty-five (25) Shareholders. In that case, these Articles shall be amended in order to provide for the date and time at which such annual Shareholders' meeting shall be held.

19.2 Extraordinary Shareholders' meetings are convened in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by notice of the Management, the auditor(s) of the Company or the Shareholder(s) representing at least half of the issued share capital of the Company.

19.3 A Shareholders' meeting may only be held abroad if, in the opinion of the Management, this should be necessary due to circumstances of force majeure.

19.4 The notice convening the Shareholders' meeting and indicating its place, date, time and agenda shall be sent to the Shareholders at least eight (8) days prior to the Shareholders' meeting. If all Shareholders are present or represented at a Shareholders' meeting, they may state that they have been informed about the agenda of the meeting and waive the aforesaid requirement of prior notice.

19.5 Any duly constituted Shareholders' meeting represents the Shareholders of the Company.

19.6 If the Company has only a sole Shareholder, this sole Shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders by applicable law and these Articles. Articles 194 to 196 and 199 of the Law are not applicable to that situation.

### **20. Procedure at Shareholders' meetings.**

20.1 A Shareholder may act at a Shareholders' meeting by appointing a representative, who does not have to be a Shareholder, in writing or by fax.

20.2 Shareholder(s) may participate in a Shareholders' meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

20.3 The Management may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a Shareholders' meeting.

20.4 The Chairman of the Board, or in his/her absence, any other person designated by the Shareholders will preside at each Shareholders' meeting (the "Chairman of the Shareholders' Meeting").

20.5 The Chairman of the Shareholders' Meeting will appoint a secretary. The Shareholders will appoint one or several scrutineer(s). The Chairman of the Shareholders' meeting together with the secretary and the scrutineer(s) form the bureau of the general meeting (the "Bureau").

20.6 An attendance list indicating (i) name of the Shareholders, (ii) number of shares held by them and, if applicable, (iii) name of the representative, must be drawn up and signed by the members of the Bureau.

20.7 Minutes of the resolutions of the Shareholders' meeting shall be drawn up and signed by the Bureau.

20.8 Copies or extracts of the minutes of the Shareholders' meeting shall be certified by the Management.

### **21. Information rights.**

21.1 The Management shall deliver, or shall cause the Asset Manager to deliver, to its Board and each Shareholder:

(i) for the monthly interim dividend distribution referred to in article 25, a detailed schedule on the determination of the Income Available for Distribution of any month specifying the amounts allocated to the various items included in the definition of "Income Available for Distribution" (and, where reserves have been included in the items, the amount applied to any line item under such item) for any calendar quarter by e-mail at least two (2) Business Days prior to the distribution of the Income Available for Distribution for the relevant month to the Shareholders;

(ii) Each year, a draft of the proposed Annual Business Plan (including the annual budget) for approval by the Shareholders by October 31 of such year;

(iii) within (45) forty-five days after the end of each quarter of each financial year the Quarterly Reports; and

(iv) within (20) twenty days after the end of each month the Monthly Reports.

**22. Reserved matters.** The following matters require the Shareholders' unanimous prior approval:

(a) any change in the articles or by-laws of the Company;

(b) any change in the issued capital of the Company;

(c) the entering into of any agreement or the making of any offer or the granting of any right capable of becoming an agreement to allot or issue any shares of the Company;

(d) any action that may lead to or result in a material change in the nature of the business of the Company;

(e) except as provided in any joint venture agreement existing from time to time between the Company and the Shareholders, the borrowing of any money in excess of two million euro (EUR 2,000,000);

(f) the approval or amendment of each Annual Business Plan of the Company;

(g) the making or incurring by the Company of any single capital expenditure in excess of two million euro (EUR 2,000,000) or any capital expenditures that, in the aggregate, are in excess of ten million euro (EUR 10,000,000) in any financial year, except if included in the approved Annual Business Plan;

(h) the granting of any security or creation of any encumbrances on the assets of the Company (other than as are necessary to secure operating lines of credit with chartered banks or in respect of purchase money security interests);

(i) the granting of any license to assign or underlet in respect of any lease or in respect of a license for alterations where there are any case material works or works to the structure of the Property

(j) the taking of any steps to wind up or terminate the corporate existence of the Company;

(k) the sale, lease, license (on an exclusive and irrevocable basis), exchange or disposition of the Property, or of property or assets of the Company if not included in the approved Annual Business Plan;

(l) the making, directly or indirectly, of loans or advances to any Person;

(m) the giving of security for, or the guaranteeing of, debts of any Person;

(n) except as otherwise provided in the present Articles, the declaration or payment of any dividend;

(o) except as otherwise provided in the present Articles, the admission to the Company of any additional shareholder;

(p) the acquisition or incorporation of any Subsidiary;

(q) the taking, holding, subscribing for or agreeing to purchase or acquire shares in the capital of any body corporate;

(r) the entering into any property or asset management, services or advisory agreement in relation to the Property, other than the Asset Management Agreement or any property management agreement or facilities management agreement between an affiliate of Dream Shareholder and the Company;

(s) the termination or replacement of the Asset Manager;

(t) the entering into of a partnership or of any arrangement for the sharing of profits, union of interests, joint venture or reciprocal concession with any Person;

(u) the entering into of an amalgamation, merger or consolidation with any other body corporate;

(v) any change in the number of managers of the Company from that provided elsewhere in this Agreement;

(w) any change in the fiscal year end of the Company;

(x) any agreement with or commitment to any Party or any Affiliate of such Party;

(y) the approval of any planning applications and/or planning matters;

(z) the approval of the identity of insurers and the material terms of any insurance policy;

(aa) the approval of all litigation matters involving sums greater than two hundred fifty thousand euro (EUR 250,000);

(bb) the approval of any matters which may give rise to real estate transfer taxes or other similar taxes becoming payable; and

(cc) any commitment or agreement to do any of the foregoing.

### **Financial year, Distributions of earnings**

#### **23. Financial year.**

23.1 The Company's financial year begins on the first day of the month of January and ends on the last day of the month of December.

#### **24. Approval of financial statements.**

24.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Management will draw up the annual accounts of the Company in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

24.2 The Management will submit the annual accounts of the Company to the company's auditor(s), if any, for review and to the Shareholders for approval.

24.3 Each Shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

**25. Allocation of Profits.** From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. This allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company.

The Shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated. The reserve can be used in whole or in part to (i) absorb existing losses, if any, (ii) put into a reserve or provision, (iii) carry it forward to the next following financial year or (iv) be distributed to the Shareholders as a dividend.

**26. Interim dividends.** Unless the Shareholders otherwise determine, to the extent permitted by law and provided that the information of article 21.1 (i) has been provided materially in the form as set out in article 21.1 (i) to the Board and the Shareholders, in respect of each month, the Company shall distribute to the Shareholders its Income Available for Distribution, pro rata to their holding of Shares, on the tenth (10<sup>th</sup>) day of the respective following month. No distribution shall be made if the funds are required to meet Required Expenses.

The Management is authorised to pay out such interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution. Any such distribution shall be applied first in satisfaction of any accrued and unpaid interest on any Shareholder Loan from such Shareholder and then shall be paid by dividend on such Shareholders' Shares.

## **Dissolution, Liquidation**

### **27. Dissolution and liquidation.**

27.1 The dissolution of the Company may be resolved by its Shareholders with the same quorum and majority required to amend these Articles, unless otherwise provided by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

27.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the Shareholders determining powers and compensation of the liquidator(s).

27.3 After payment of all the outstanding debts of and charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed equally to the Shareholders pro rata to the number of the shares held by them.

### **Applicable law**

**28. Applicable law.** All matters not governed by these Articles shall be determined by the applicable law."

#### *Fourth resolution*

The general meeting of shareholders of the Company acknowledged the resignation of Mr Frank Pletsch as class B manager of the Company and of Mr Douwe Terpstra as class B manager of the Company and resolved to grant provisional discharge to Mr Frank Pletsch and Mr Douwe Terpstra for the performance of their respective mandate from the date of appointment until the date hereof. The general meeting of shareholders of the Company further noted that final discharge will be given at the occasion of the approval of the annual accounts for the financial year ending 31 December 2014.

#### *Fifth resolution*

The general meeting of shareholders of the Company resolved:

(i) to re-designate Mr George Valentini, currently a class A manager of the Company, as class B manager of the Company for an unlimited duration and

(ii) to appoint the following persons as class A managers of the Company for an unlimited duration:

- Mr Shi Young Lee, born in Busan (South Korea) on 3 October 1975, professionally residing at 10F 23-10 Yeouido-dong, Yeongdeungpo-gu, Seoul, South Korea;

- Mrs Sonia Baldan, born in Luxembourg on 27 January 1960, professionally residing at 19, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg; and

- Mr Elvin Montes, born in Jiabong W Samar (Philippines) on 12 April 1982, professionally residing at 19, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg;

(iii) to appoint the following persons as class B managers for an unlimited duration:

- Mr Cengiz Coelhan, born on 10 May 1974 in Bad Hersfeld, Germany, with professional address at 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg;

- Mr Andreas Mischler, born on 16 October 1973 in Saarlouis, Germany, with professional address at 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg.

#### *Sixth resolution*

The general meeting of shareholders of the Company resolved to appoint PricewaterhouseCoopers, a Luxembourg société cooperative, residing at 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 65477, as independent auditor of the Company with immediate effect and for an unlimited duration.

#### *Costs and expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately two thousand euro (EUR 2,000).

#### *Declaration*

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands English, states that, on request of the proxyholders of the appearing parties, the present deed is drafted in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French texts, the English text shall prevail.

The document having been read to the proxyholders of the appearing parties, who are known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said proxyholders signed together with the notary, the present deed.

### Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf décembre.

Par devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Dundee International (Luxembourg) Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de EUR 108.197.417 et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160396 (l'«Associé Unique»),

représentée par M. Cengiz Coelhan, agissant en sa qualité de gérant A de l'Associé Unique et M. Sami Hajjem, agissant en sa qualité de gérant B de l'Associé Unique.

Laquelle comparante, dûment représentée, déclare détenir l'intégralité des parts sociales de Dundee (International) S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg par acte notarié du 21 décembre 2012 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 528, du 4 mars 2013, ayant un capital social de douze mille cinq cent deux euros (EUR 12.502,-), ayant son siège social au 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174214.

Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié du 6 juin 2014 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2227, du 21 août 2014.

L'Associé Unique, représenté tel qu'indiqué ci-dessus, représentant la totalité du capital social de la Société a requis le notaire soussigné d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Approbation de POBA LUX HOLDCO (LUXEMBOURG) S.à r.l. en tant que nouvel associé de la Société.
2. Modification de l'objet social de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

« **4. Objet.** La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission (sans offre publique) de certificats de capital préférentiels, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, parts sociales, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association (limited partnership), participations dans une société à responsabilité limitée (limited liability company), parts préférentielles, valeurs mobilières et swaps, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement négociables ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatifs à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

La Société peut également employer ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier et ce, sous quelque forme que ce soit.

La Société peut octroyer des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut également accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social de la Société et sans engendrer une obligation de disposer d'une autorisation spécifique.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de son intérêt.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession d'une autorisation.»

3. Refonte complète des statuts de la Société.

4. Prise en compte de la démission de M. Frank Pletsch en tant que gérant de catégorie B de la Société et de M. Douwe Terpstra en tant que gérant de catégorie B de la Société et décharge provisoire pour l'accomplissement de leur mandat respectif depuis la date de leur nomination jusqu'à la date des présentes.

5. Requalification de M. George Valentini, actuellement gérant de catégorie A de la Société, en tant que gérant de catégorie B de la Société pour une durée indéterminée.

6. Nomination de M. Shi Young Lee, Mme. Sonia Baldan et M. Elvin Montes en tant que nouveaux gérants de catégorie A de la Société et nomination de M. Cengiz Coelhan et M. Andreas Mischler en tant que nouveaux gérants de catégorie B de la Société.

7. Nomination de PricewaterhouseCoopers en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société.

8. Divers.

Ayant considéré chaque point à l'ordre du jour, l'Associé Unique adopte, et requière le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Conformément à un transfert de parts sociales, six mille deux cent cinquante-et-une (6.251) parts sociales de la Société ont été transférées à la société POBA LUX HOLDCO (LUXEMBOURG) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189111. Par conséquent, l'Associé Unique décide d'accepter POBA LUX HOLDCO (LUXEMBOURG) S.à r.l. en tant que nouvel associé de la Société.

POBA LUX HOLDCO (LUXEMBOURG) S.à r.l., susmentionnée,

ici représentée par Mme Sonia Baldan, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 18 décembre 2014, a ensuite rejoint l'assemblée générale.

Ladite procuration, qui après avoir été signée ne varietur par le titulaire de la procuration et par le notaire susmentionné, devra être annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale des associés de la Société a décidé de modifier l'objet social de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

« **4. Objet.** La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission (sans offre publique) de certificats de capital préférentiels, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, parts sociales, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association (limited partnership), participations dans une société à responsabilité limitée (limited liability company), parts préférentielles, valeurs mobilières et swaps, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement négociables ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatives à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

La Société peut également employer ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier et ce, sous quelque forme que ce soit.

La Société peut octroyer des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut également accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social de la Société et sans engendrer une obligation de disposer d'une autorisation spécifique.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de son intérêt.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession d'une autorisation»

*Troisième résolution*

L'assemblée générale des associés de la Société a décidé de procéder à la refonte complète des statuts de la Société qui auront désormais la teneur suivante:

STATUTS

*Définitions*

«Associé Dream» signifie Dundee International (Luxembourg) Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160396;

«Associé POBA» signifie POBA LUX HOLDCO (LUXEMBOURG) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189111;

«Associés» signifie l'Associé POBA et l'Associé Dream en tant qu'associés de la Société, chacun étant individuellement désigné comme un «Associé»;

«Bénéfice Distribuible» signifie les recettes monétaires totales (y compris, sans s'y limiter, les paiements anticipés du loyer net et des charges) de la Société diminuées des: (i) ajustements concernant les loyers prépayés (le cas échéant), (ii) frais d'exploitation réels augmentés de tous courus et de toutes réserves au titre des frais d'exploitation tel que déterminés par le Gestionnaire d'Actifs (ou, si aucun Contrat de Gestion d'Actifs n'est conclu, par le Conseil), (iii) frais généraux et d'administration réels (y compris, mais non limité aux frais juridiques, frais d'audit, frais de conseils fiscaux, frais d'évaluation, etc.) augmentés de tous courus et de toutes réserves au titre des frais généraux d'administration tels que déterminés par le Gestionnaire d'Actifs (ou, si aucun Contrat de Gestion d'Actifs n'a été conclu, par le Conseil), (iv) impôts réels (comprenant la TVA, l'impôt sur les sociétés, la retenue d'impôt sur les travaux de construction et la taxe professionnelle) augmentés de tous courus et de toutes réserves au titre des impôts, tel que déterminé par le Gestionnaire d'Actifs (ou, si aucun Contrat de Gestion d'Actifs n'a été conclu, par le Conseil), (v) réserves au titre des paiements d'intérêts en vertu des prêts seniors, (vi) frais de gestion d'actifs et frais applicables du gestionnaire d'Actifs (le cas échéant), (vii) réserves au titre des dépenses en capital, améliorations locatives, travaux d'aménagement, travaux des propriétaires, commissions des baux à loyer, et (viii) réserves requises pour empêcher une Violation des Engagements anticipée tel que déterminé par le Gestionnaire d'Actifs (ou, si aucun Contrat de Gestion d'Actifs n'a été conclu, par le Conseil) et (ix) réserves au titre des paiements d'intérêts et de capital en vertu des Prêts d'Associé;

«Conseil» signifie le conseil de gérance de la Société;

«Contrat de Gestion d'Actifs» signifie tout contrat de gestion d'actifs pouvant être en vigueur entre la Société et un Gestionnaire d'Actifs en lien avec la Propriété;

«Contrôle» signifie, en relation avec une entité, le pouvoir d'une Personne, en détenant des parts sociales ou étant capable d'exercer des droits de vote, de s'assurer que les affaires de l'entité sont menées conformément à ses souhaits, et les mots «Contrôlé(e) par», «Contrôlant» et mots similaires ont des sens correspondants; la Personne qui Contrôle une entité Contrôlée est réputée Contrôler une entreprise, un partenariat, une société à responsabilité limitée, une joint venture ou un trust qui est Contrôlé par l'entité Contrôlée, et ainsi de suite; nonobstant de ce qui précède, aucun «Changement de Contrôle» résultera des circonstances indiquées susmentionnées, si une entreprise ou une entité commerciale sera cotée à une bourse reconnue et que les actions concernée sont admises à négociation à cette bourse.

«Dépenses Nécessaires» signifie (i) tous frais ou dépenses concernant tout élément inclus dans le Plan d'Affaires Annuel applicable à cette date, (ii) dépenses relatives à la maintenance et aux réparations pour protéger la vie, la santé ou la sécurité ou pour se conformer aux lois applicables ou aux accords contractuels de bail, (iii) toutes les autres dépenses que la Société doit supporter par la loi en vigueur ou des contrats opposables aux tiers, et (iv) des dépenses nécessaires pour empêcher ou remédier à une violation des engagements en vertu d'un contrat de financement conclu par la Société;

«Filiale» et «Société Affiliée» signifie, pour toute Personne, toute autre Personne qui, directement ou indirectement, à travers un ou plusieurs intermédiaires, Contrôle, est Contrôlée par ou est sous le Contrôle commun de cette Personne;

«Gérants» signifie tous les gérants de la Société et, le cas échéant, conjointement les Gérants de Catégorie A et les Gérants de Catégorie B;

«Gestionnaire d'Actifs» signifie le gestionnaire d'actifs nommé en lien avec la Propriété conformément au Contrat de Gestion d'Actifs;

«Gestionnaire de Transaction» signifie tout gestionnaire de transaction nommé à tout moment conformément à tout contrat d'entreprise conjointe pouvant exister de temps en temps entre la Société et les Associés;

«Jours Ouvrables» signifie tout jour, autre qu'un samedi ou un dimanche, pendant lequel HSBC Bank plc, Luxembourg Branch à Luxembourg-Ville, Luxembourg est ouverte pour les activités bancaires commerciales pendant les heures d'ouverture normales;

«Parts Sociales» signifie les parts sociales dans le capital de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune et inclut les parts de la Société actuellement en circulation ainsi que toutes parts sociales supplémentaires qui seront émises par la Société et "Part Social" signifie chacune de ses parts sociales;

«Personne» signifie tout personne physique, une entreprise individuelle, un partenariat, une compagnie, une entité, une association sans personnalité morale, un consortium financier sans personnalité morale, un organisme sans personnalité morale, une fiducie, une personne morale, un gouvernement, un organisme de réglementation gouvernemental, un ministère, une agence, une commission, un conseil, un tribunal, un organisme de règlement des différends, un bureau, un tribunal, y compris, selon le contexte, lorsque ces personnes agissent en qualité de fiduciaire, d'exécuteur testamentaire ou de liquidateur de succession ou en toute autre qualité de représentant personnel;

«Plan d'Affaires Annuel» signifie le plan d'affaires comprenant le budget annuel préparé chaque année par le Gestionnaire d'Actifs;

«Prêt(s) d'Associé» signifie toute obligation de dette de la Société à un Associé ou tout autre montant que la Société peut devoir à un Associé, soit présentement ou dans le futur et documenté ou non par un billet à ordre, dette ou autre preuve d'endettement émis ou qui peut être émis par la Société à un Associé, ou sur un compte ouvert;

«Propriété» signifie la propriété commerciale détenue par la Société à Hambourg, Allemagne et enregistrée au cadastre de Neustadt Nord, conservé au tribunal local de Hambourg, folio 3246 (parcelle 2179);

«Rapports Mensuels» signifie les rapports à préparer une fois par mois conformément à l'article 21;  
«Rapports Trimestriels» signifie les rapports à préparer tous les trimestres conformément à l'article 21;  
«Société Mère» signifie une Personne détenant la totalité des parts sociales émises et en circulation de l'Associé;  
«Titres» signifie collectivement les Prêts d'Associé et les Parts Sociales;  
«Violation des Engagements» signifie toute violation d'un engagement financier (y compris le rapport prêt/valeur) en vertu de toute dette senior.

### **Forme, Dénomination sociale, Siège, Objet, Durée**

#### **1. Forme.**

1.1 Il est formé une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la«Loi»), par l'article 1832 du Code Civil, ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

1.2 La Société peut être composée d'un nombre d'associés n'excédant pas quarante (40).

**2. Dénomination de la Société.** La Société porte la dénomination «Dundeal (International) 9 S.à r.l.».

#### **3. Siège social.**

3.1 Le siège social de la Société est établi dans la municipalité de Luxembourg.

3.2 La Gérance est autorisée à changer l'adresse du siège social de la Société à l'intérieur de la municipalité du siège social de la Société.

3.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par une décision de la Gérance.

3.4 Au cas où la Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et des personnes à l'étranger ou que de tels événements sont imminents, elle pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social, restera régie par la loi du Grand-Duché de Luxembourg.

**4. Objet.** La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission (sans offre publique) de certificats de capital préférentiels, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, parts sociales, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association (limited partnership), participations dans une société à responsabilité limitée (limited liability company), parts préférentielles, valeurs mobilières et swaps, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement réalisables négociables ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatives à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

La Société peut également employer ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier et ce, sous quelque forme que ce soit.

La Société peut accorder octroyer des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut également accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social de la Société et sans engendrer une obligation de disposer d'une autorisation spécifique.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de son intérêt social.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession d'une autre autorisation.

**5. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

## Capital social, Transfert de parts sociales

### 6. Capital social.

6.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent deux euros (EUR 12.502), divisé en douze mille cinq cent deux (12.502) Parts Sociales, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

6.2 En plus du capital social les Associés peuvent décider d'établir un compte de prime d'émission. Toutes les primes payées sur des Parts Sociales en plus de la valeur nominale doivent être transférées à ce compte de prime d'émission. L'avoir de ce compte de prime d'émission peut être utilisé par la Société pour racheter les propres Parts Sociales de la Société des Associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale,

6.3 En plus du capital social et du compte de prime d'émission, la Société peut tenir un compte 115 (compte «Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres») sur lequel la Société allouera toutes contributions en capital à la Société qui s'effectuera sans que la Société émettra de nouvelles actions en contrepartie de la contribution appropriée.

6.4 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par les Associés conformément aux présents Statuts et aux lois du Grand-Duché du Luxembourg applicables à toute modification des présents Statuts.

### 7. Parts Sociales.

7.1 Toutes les Parts Sociales sont et resteront nominatives.

7.2 La propriété d'une Part Sociale emporte de plein droit adhésion implicite aux Statuts et aux décisions des Associés.

7.3 Chaque Part Sociale confère à son propriétaire une voix, sous réserve des limitations imposées par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

7.4 Chaque Part Sociale est indivisible à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis de Parts Sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés aux Parts Sociales jusqu'à ce qu'un mandataire commun ait été notifié par les propriétaires à la Société par écrit ou facsimilé.

### 8. Transfert des Titres.

#### 8.1 Restriction sur le transfert des Titres

8.1.1 Sauf disposition contraire expresse dans un contrat d'entreprise commune pouvant exister de temps en temps entre les Associés et la Société ou accord unanime de tous les Associés, aucun Associé ne pourra transférer, directement ou indirectement, quelconque Titre qu'il détient à toute Personne sans l'accord préalable de l'autre Associé.

8.1.2 L'Associé POBA ne pourra transférer aucun de ses Titres avant le cinquième (5<sup>ème</sup>) anniversaire de la date de la présente modification des statuts de la Société (la «Période d'Engagement»), à condition que, si l'Associé Dream décide de vendre ses Titres pendant la Période d'Engagement, l'Associé POBA aura le droit de vendre lui aussi ses Titres conformément à l'article 8.3.

8.1.3 Tout Associé qui accepte d'acheter tous Titres détenus par tout autre Associé acquerra également, et l'autre Associé vendra, un intérêt proportionnel dans les Prêts d'Associé détenus par l'autre Associé pour un prix d'achat équivalent au montant en principal impayé de ces Prêts d'Associé augmenté de tous les intérêts courus et non versés à la date d'achat.

8.1.4 Sauf expressément convenu entre les Associés, aucun Associé ne peut transférer ses Parts Sociales sans que les Prêts d'Associé y relatifs ne soient transférés en parallèle au même cessionnaire.

#### 8.2 Transferts Autorisés

8.2.1 Nonobstant les dispositions de l'article 8.1, chaque Associé aura le droit de vendre, transférer et céder la totalité (et pas moins de la totalité) de ses Titres à sa Société Mère ou à une Personne dont tous les intérêts émis et en circulation sont détenus par l'Associé ou par la Société Mère, à condition que cet Associé continue d'être lié par toutes les obligations (et de bénéficier de tous les droits) comme il peut être prévu de temps en temps par un contrat d'entreprise commune existant entre les Associés et la Société.

8.2.2 Si (i) la Personne à qui sont vendus, transférés et cédés les Titres conformément à l'article 8.2.1 cesse de détenir toutes les Parts Sociales émises et en circulation de l'Associé, ou (ii) toutes les Parts Sociales émises et en circulation de la Personne à qui les Parts Sociales sont vendues, transférées et cédées cessent d'être détenues par l'Associé ou par la Société Mère, alors cette Personne devra retransférer les Parts Sociales et les Prêts d'Associé transférés conformément à l'article 8.2.1 à l'Associé immédiatement avant cet événement.

8.2.3 Nonobstant ce qui précède, lorsque la Société est composée de plusieurs Associés, tout transfert de Parts Sociales à des tiers requiert l'agrément des Associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

#### 8.3 Droit de Première Offre

8.3.1 Si un Associé Dream ou un Associé POBA (cet Associé, l'«Offrant») souhaite, à tout moment après l'expiration de la Période d'Engagement, vendre la totalité, et pas moins de la totalité, de ses Titres (les «Titres de l'Offrant») il doit premièrement offrir de vendre ces Titres à l'autre Associé (l'«Autre Associé»). L'Offrant doit remettre un avis écrit de l'offre (l'«Avis de Vente») à l'Autre Associé dans lequel l'Offrant offrira irrévocablement de vendre les Titres de l'Offrant, contre des liquidités, à l'Autre Associé au prix et selon les termes prévus dans l'Avis de Vente.



8.3.2 Une fois que l'Avis de Vente a été remis, l'Autre Associé aura le droit d'acheter la totalité, mais pas moins de la totalité, des Titres de l'Offrant.

8.3.3 Endéans vingt (20) Jours Ouvrables après que l'Avis de Vente ait été reçu par l'Autre Associé (la «Période d'Offre»), l'Autre Associé pourra donner à l'Offrant un avis écrit (l'«Avis d'Acceptation») acceptant l'offre contenue dans l'Avis de Vente. Si l'Autre Associé adresse un Avis d'Acceptation pendant la Période d'Offre confirmant son accord d'acheter, dans leur totalité, tous les Titres de l'Offrant, la vente des Titres de l'Offrant à l'Autre Associé s'effectuera endéans vingt (20) Jours Ouvrables suivant l'expiration de la Période d'Offre. L'Autre Associé aura le droit de nommer un acheteur tiers pouvant acheter jusqu'à vingt-cinq pour cent (25%) des Parts Sociales, auquel cas l'Autre Associé et ce tiers acquerront chacun la partie pertinente des Parts Sociales de l'Offrant.

8.3.4 Si l'Offrant ne reçoit aucun Avis d'Acceptation de la part de l'Autre Associé endéans la Période d'Offre confirmant sa volonté d'acheter la totalité, mais pas moins de la totalité, des Titres de l'Offrant, l'Autre Associé peut décider, à sa seule discrétion, que:

(i) les Associés instruiront conjointement le Gestionnaire de Transaction de mettre sur le marché la totalité, et non moins de la totalité, des Titres ou de l'intérêt direct de la Société dans la Propriété (les «Actifs Proposés») à un ou plusieurs sans liens de dépendance (le «Tiers») endéans huit (8) mois à compter de la date à laquelle l'Avis de Vente a été reçu ou est jugé avoir été reçu (une «Vente Commune») conformément à l'article 8.3.5; ou

(ii) l'Offrant sera autorisé à vendre les Titres de l'Offrant, et, si l'Offrant est un Associé Dream, ensemble avec les droits et obligations du Gestionnaire d'Actifs en vertu du Contrat de Gestion d'Actifs, à un Tiers endéans huit (8) mois à compter de la date à laquelle l'Avis de Vente a été reçu ou est jugé avoir été reçu (une «Vente Individuelle») conformément à l'article 8.3.6.

L'Autre Associé enverra un avis écrit indiquant son choix en vertu du paragraphe (i) ou (ii) à l'Offrant endéans dix (10) Jours Ouvrables après l'expiration de la Période d'Offre, sans quoi l'Autre Associé sera réputé avoir choisi de procéder sur base du paragraphe (ii). Si une Vente Commune ou une Vente Individuelle n'est pas accomplie endéans cette période de huit (8) mois, les dispositions de l'article 8.3 s'appliqueront à nouveau à tout transfert de Titres proposé et ainsi de suite à l'avenir.

8.3.5 Si l'Autre Associé choisit de procéder à une Vente Commune conformément à l'article 8.3.4. (i), les modalités et conditions suivantes s'appliqueront à la Vente Commune:

(i) chacun des Associés aura le droit de soumettre une offre pour acheter les Actifs Proposés;

(ii) le Gestionnaire d'Actifs reverra les modalités et conditions des offres reçues pour les Actifs Proposés et recommandera au Conseil l'acquéreur proposé avec lequel entrer en négociations exclusives le cas échéant;

(iii) le Conseil approuvera à l'unanimité l'acquéreur proposé, selon le cas, qui se verra octroyer l'exclusivité pour négocier les modalités d'un contrat d'achat pour les Actifs Proposés (cet acheteur proposé, l'«Acquéreur de la Vente Commune»);

(iv) le Gestionnaire d'Actifs gèrera le processus de due diligence et la négociation du contrat d'achat avec l'Acquéreur de la Vente Commune et informera régulièrement le Conseil du processus de Vente Commune;

(v) le Conseil approuvera à l'unanimité le contrat d'achat final avec l'Acquéreur de la Vente Commune avant son exécution;

(vi) si le Conseil n'approuve pas à l'unanimité l'Acquéreur de la Vente Commune conformément au point (iii) ci-dessus ou le contrat final de la transaction avec l'Acquéreur de la Vente Commune conformément au point (v) ci-dessus, l'Offrant aura le droit de procéder à une Vente Individuelle conformément à l'article 8.3.6, à condition, toutefois, que l'Associé Dream ait seulement le droit de vendre les droits et obligations en vertu du Contrat de Gestion d'Actifs, si les Gérants nommés par l'Associé Dream avaient approuvé la Vente Commune et l'Acquéreur de la Vente Commune et que la Vente Commune ne puisse pas être réalisée à cause du refus de l'Autre Associé, ou si les deux Associés n'ont pas approuvé la Vente Commune et l'Acquéreur de la Vente Commune, et

(vii) si l'Acquéreur de la Vente Commune ne parvient pas à conclure la Vente Commune, les dispositions du présent article 8.3.5 s'appliqueront à nouveau.

8.3.6 Si l'Autre Associé choisit ou a le droit de procéder à une Vente Individuelle conformément à l'article 8.3.4. (ii), les modalités et conditions suivantes s'appliqueront à la Vente Individuelle:

(i) l'Autre Associé aura le droit de soumettre une offre pour acheter les Titres de l'Offrant;

(ii) les modalités et conditions de la vente des Titres de l'Offrant ne requerront pas l'approbation de l'Autre Associé, à condition que, si l'Offrant envisage de vendre les Titres de l'Offrant à un prix effectif inférieur à quatre-vingt-dix-sept virgule cinq pour cent (97,5%) du prix indiqué dans l'Avis de Vente, il ne pourra seulement vendre ses Titres qu'après avoir offert (cette offre, l'«Offre Subséquente») ce prix effectif ou ces modalités (au moins sur la base d'une lettre d'intention conclue avec un acquéreur potentiel) à l'Autre Associé et si l'Autre Associé n'a pas, endéans une période de dix (10) Jours Ouvrables, accepté l'Offre Subséquente. Si l'Autre Associé a accepté l'Offre Subséquente, l'article 8.3.3 s'appliquera en conséquence;

(iii) si l'identité du cessionnaire proposé (l'«Acheteur Individuel») n'est pas acceptable pour l'Autre Associé agissant raisonnablement, l'Autre Associé peut désapprouver l'Acheteur Individuel, l'Offrant ne sera pas autorisé à vendre les Titres de l'Offrant à cet Acheteur Individuel et l'Offrant peut choisir, à sa seule discrétion, que:

(A) les dispositions du présent article 8.3 s'appliqueront à nouveau à tout Transfert des Titres de l'Offrant proposé à tout Transfert des Titres de l'Offrant par la suite; ou

(B) l'Offrant vendra la totalité, et pas moins de la totalité, des Titres de l'Offrant à l'Autre Associé et l'Autre Associé sera obligé d'acheter à l'Offrant la totalité, et pas moins de la totalité, des Titres de l'Offrant à un prix équivalent au prix convenu avec l'Acheteur Individuel. Dans ce cas, l'article 8.3.3 s'appliquera conformément. L'Offrant délivrera un avis écrit indiquant son choix (l'«Avis d'Option») à l'Autre Associé endéans cinq (5) Jours Ouvrables à compter de la réception de l'avis de la part de l'Autre Associé indiquant qu'il n'approuve pas l'Acheteur Individuel.

(iv) Si la Vente Individuelle n'est pas conclue endéans huit (8) mois à compter de la date à laquelle l'Avis d'Option a été reçu ou est jugé avoir été reçu, l'article 8.3.1 s'appliquera à nouveau.

Afin de permettre l'application pratique du présent article 8.3, aucun Titre ne sera vendu par un des Associés en tant que partie ou en lien avec la vente de tout autre actif ou toute autre transaction.

8.4 Tout transfert de Parts Sociales doit être formalisé par acte notarié ou par acte sous seing privé. Un tel transfert de Parts Sociales n'est opposable à la Société et aux tiers qu'après qu'il ait été signifié à la Société ou accepté par elle conformément aux règles sur le transfert de créances en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier de l'article 1690 du Code Civil.

## **Gérance; Audit**

### **9. Composition du Conseil.**

9.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, Associés ou non Associés (le(s) «Gérant(s)»). Si plus d'un Gérant est nommé, les Gérants formeront un Conseil.

9.2 Le Conseil choisira parmi ses membres un président (le «Président du Conseil»).

9.3 Le Conseil pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil et des Associés.

9.4 Il pourra y avoir deux (2) catégories de gérants, à savoir des gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») et des gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B») et le Conseil sera composé de trois (3) Gérants de Catégorie A et de trois (3) Gérants de Catégorie B.

9.5 Le(s) Gérant(s) ne révélera/révéleront pas, même après la fin de leur mandat, des informations confidentielles de la Société ou toute information concernant la Société dont la révélation pourrait porter préjudice aux intérêts de la Société, excepté lorsqu'une telle révélation est obligatoire par la loi.

### **10. Nomination, révocation, durée des mandats et rémunération des Gérants.**

10.1 Le(s) Gérant(s) sont nommés par les Associés qui déterminent (i) leur rémunération et (ii) la durée limitée ou illimitée de leur mandat. L'Associé POBA aura le droit de proposer au Conseil une liste de candidats pouvant être nommés en tant que Gérant de Catégorie A et l'Associé Dream aura le droit de proposer au Conseil une liste de candidats pouvant être nommés en tant que Gérant de Catégorie B.

10.2 Le(s) Gérant(s) exerceront leurs fonctions jusqu'à ce que leur successeurs soient nommés. Il(s) peut/peuvent être renommé(s) et révoqué(s) à tout moment par les Associés, avec ou sans motif..

### **11. Pouvoirs des Gérants.**

11.1 Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil (la «Gérance») est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour accomplir et autoriser tous les actes d'administration ou de disposition, nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social de la Société, à l'exception (i) des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents Statuts aux Associés sont de la compétence de la Gérance, en particulier les domaines réservés prévus par l'article 21 des présents Statuts.

11.2 La Gérance peut conférer certains pouvoirs et/ou mandats spéciaux, y inclus la représentation de la Société vis-à-vis des tiers à un ou plusieurs Gérant(s), Associé(s) ou tiers, agissant chacun soit seul ou conjointement.

### **12. Réunions du Conseil et résolutions circulaires.**

12.1 Le Conseil se réunira à la demande de deux (2) ou plusieurs membres du Conseil, et si le Conseil est composé de Gérants de Catégorie A et de Gérants de Catégorie B, à la demande d'au moins un (1) gérant de chacune de ces catégories.

12.2 Le Président du Conseil indiquera à chaque membre du Conseil le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de la réunion par convocation écrite ou par e-mail. Les réunions du Conseil se tiendront au siège social de la Société ou en tout lieu au Luxembourg tel qu'indiqué dans la convocation écrite ou par e-mail. Cette convocation devra être reçue par membres du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures avant la réunion. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date, une heure et à un endroit déterminés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil et/ou en cas d'urgence.

12.3 Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord unanime de tous les membres du Conseil donné à la réunion ou autrement.

12.4 Le Président du Conseil présidera toutes les réunions du Conseil. En son absence, le Conseil désignera à la majorité des personnes présentes ou représentées à cette réunion un autre membre du Conseil en tant que Président pro tempore.

12.5 Tout membre du Conseil pourra se faire représenter aux réunions du Conseil en désignant par écrit un autre membre du Conseil comme son mandataire.

12.6 Les membres du Conseil peuvent participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique, visioconférence, ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalant à une présence physique à la réunion. Si une réunion du Conseil se tient au moyen d'installations de communication téléphonique, toutes ces communications téléphoniques devront être initiées à partir du Luxembourg.

12.7 Le quorum pour les réunions du Conseil est atteint par la présence ou la représentation à la réunion du Conseil en question d'une majorité des membres du Conseil en fonction, y inclus un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B présent ou représenté.

Si aucun quorum n'est atteint lors d'une réunion, cette réunion sera ajournée et pourra être reconduite deux (2) Jours Ouvrables après la convocation des Gérants. Le quorum à atteindre lors de cette réunion reconduite sera de deux (2) Gérants, peu importe leur catégorie.

12.8 A toutes les réunions du Conseil, chaque décision sera prise à la majorité des votes exprimés à condition que la majorité inclut au moins le vote d'un (1) Gérant de Catégorie A et au moins le vote d'un (1) Gérant de Catégorie B. En cas de parité des votes, le Président du Conseil n'aura pas le droit à une voix prépondérante.

12.9 Les procès-verbaux des réunions du Conseil doivent être établies par écrit et signées par tous les membres du Conseil de Gérance présents à la réunion pertinente. Toutes les procurations y seront annexées.

12.10 Une décision écrite signée par tous les Gérants est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Gérants.

12.11 Lorsqu'un seul Gérant a été nommé, ce Gérant doit établir des procès-verbaux de ses décisions par écrit et les signer.

12.12 Le Conseil se réunira au moins une fois tous les six (6) mois et au moins une réunion par an se tiendra au cours de laquelle le Plan d'Activités Annuel sera présenté pour considération et approbation et, si aucune réunion n'est tenue pendant une période de six (6) mois, tout Gérant pourra convoquer une réunion du Conseil sur une convocation préalable de cinq (5) Jours Ouvrables aux autres Gérants.

12.13 Lors de chaque réunion du Conseil, à moins que le Conseil n'en décide autrement à l'unanimité, le Gestionnaire d'Actifs rendra compte au Conseil du statut actuel des opérations de la Société et de tous les développements majeurs ou action prévue impliquant la Société et présentera à la réunion les informations financières actuelles de la Société et toute autre information qui pourra être demandée par le Conseil.

### **13. Représentation de la Société.**

13.1 En cas de nomination d'un (1) seul Gérant, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant.

13.2 Lorsque la Société est gérée par un Conseil, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes d'un (1) Gérant de Catégorie A et d'un (1) Gérant de Catégorie B.

### **14. Conflit d'intérêts.**

14.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou compagnie ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs représentants valablement autorisés de la Société, y inclus, sans s'y limiter, tout Gérant, (i) y auront un intérêt personnel, ou (ii) en seront des représentants valablement autorisés et/ou des associés de ces sociétés ou firmes (le «Représentant en Conflit»)

14.2 Sauf dispositions contraires ci-dessous, le Représentant en Conflit, ne sera pas, pour ce seul motif, automatiquement empêché de participer aux délibérations ou de voter quant à toutes opérations relatives à une telle transaction, contrat ou autre opération. Pour tous contrats ou autres opérations qui (i) ne tombent pas dans la cadre de la gestion journalière de la Société, (ii) conclus dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et (iii) dans des conditions contractuelles normales, le Représentant en Conflit en avisera le Conseil de son intérêt personnel quelconque et ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette transaction ou autre opération, et les Associés seront informés de cette transaction et autre opération ainsi que de l'intérêt du Représentant en Conflit concernant cette transaction ou autre opération

14.3 Si le Représentant en Conflit est le Gérant unique de la Société, la transaction ou l'opération en question, autres que celles (i) tombant dans le cadre de la gestion journalière de la Société, (ii) conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et (iii) dans des conditions contractuelles normales, devra être approuvée par l'assemblée des Associés ou l'Associé unique (selon le cas).

14.4 Un Gérant ayant un intérêt dans une transaction ou dans une transaction proposée avec la Société, autre que les activités courantes conclues dans le cours normal des affaires de la Société, qui entre en conflit avec l'intérêt de la Société

devra inclure dans le procès-verbal de la réunion du Conseil la nature et l'étendue de son intérêt et se conformera sinon aux exigences légales applicables.

14.5 Les Associés et la Société reconnaissent que certains ou tous les Gérants peuvent avoir, à tout moment, des conflits d'intérêt possibles découlant, entre autres, de leurs relations passées ou présentes avec, ou de leurs investissements dans, la Société ou des investissements dans des concurrents de la Société et leur intérêts dans les ressources utilisées par la Société. Sous réserve de leurs obligations fiduciaires ou des exigences légales obligatoires, ces conflits d'intérêt, en vertu de l'article 14.6, ne disqualifieront pas en soi les Gérants d'exercer leurs droits et responsabilités en tant que gérants.

14.6 Concernant toute action (signature de contrats et modifications de contrats, résiliations, ouverture de procédures judiciaires, etc.) à prendre concernant (a) une relation juridique (y compris des Prêts d'Associé) entre la Société d'une part et un Associé ou une de ses Filiales (dans ce contexte, cet Associé et/ou Filiales sont collectivement dénommés la «Partie Exclue») d'autre part, et (ii) des décisions concernant toutes actions relatives à des contrats entre la Société et un tiers qui seront ou ont été conclus soit (x) en remplacement d'un contrat entre la Société et un de ses Associés ou (y) en vue de la fourniture ou d'exécution des services pour lesquelles une Partie Exclue a également fait une offre à la Société, la Partie Exclue s'engage à ne pas exercer son vote à l'égard de toute résolution ou décision respective devant être adoptée ou prise lors d'une réunion des Associés et pour s'assurer que les Gérants qu'elle a nommés n'exercent pas leur vote respectif lors d'une réunion du Conseil.

14.7 L'article 14.6 ne s'appliquera pas à (i) tout Contrat de Gestion d'Actifs, (ii) un contrat de gestion d'actifs pouvant exister de temps en temps entre, entre autres, l'Associé Dream et le Gestionnaire de Transaction (le cas échéant), (iii) un contrat de services d'investissement pouvant exister de temps en temps entre l'Associé POBA et le Gestionnaire de Transaction (le cas échéant), (iv) tout contrat d'entreprise commune pouvant exister de temps en temps entre la Société et les Associés, et (v) tout contrat de gestion immobilière ou contrat de gestion des installations pouvant exister de temps en temps une filiale de l'Associé Dream et la Société (le cas échéant), toute transaction dans laquelle la Société propose d'entrer avec un Associé ou une filiale ou un gérant d'un Associé.

**15. Indemnisation des Gérants.** La Société indemnifiera chaque Gérant et ses héritiers/héritières et représentants légaux de tous coûts, charges et des dépenses raisonnables, y compris d'un montant payé pour transiger sur ou régler un jugement, faits par celui/ceux-ci en relation avec toute procédure civile, pénale ou administrative à laquelle il a pu être partie en raison de sa fonction passée ou actuelle de Gérant à condition (i) qu'il ait agi en bon père de famille dans le cadre de son mandat de Gérant et (ii) de bonne foi dans l'intérêt de la Société.

#### **16. Audit.**

16.1 Si aucun réviseur d'entreprises agréé n'est requis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et que la Société compte plus de vingt-cinq (25) Associés, les comptes annuels de la Société seront audités par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, Associé(s) ou non.

16.2 Si aucun réviseur d'entreprises agréé n'est requis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et que la Société ne compte pas plus de vingt-cinq (25) Associés, les Associés pourront, sans en être obligés, faire auditer les comptes annuels par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, Associé(s) ou non.

16.3 Le(s) commissaire(s) aux comptes sera/seront nommé(s) par les Associés qui détermineront (i) le nombre du/des commissaire(s) aux comptes, (ii) la rémunération du/des commissaire(s) aux comptes et (iii) la durée du mandat du/des commissaire(s) aux comptes. Le(s) commissaire(s) aux comptes resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles à la fin de leur mandat et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par les Associés.

### **Associés**

#### **17. Résolutions des Associés.**

17.1 Les Associés prennent leurs décisions en adoptant des résolutions soit lors de réunions d'Associés ou, sous réserve des limitations des présents Statuts et des lois du Grand-Duché de Luxembourg, par voie de résolutions écrites.

17.2 Chaque Part Sociale donne droit à une voix.

17.3 Un quorum lors des réunions des Associés sera atteint lorsque chaque Associé sera présent ou représenté. Si un quorum n'est pas atteint lors d'une réunion, la réunion sera ajournée et reconduite cinq (5) Jours Ouvrables plus tard au même moment et au même endroit, pendant laquelle le quorum sera atteint par le nombre d'Associés présents. Les réunions des Associés se tiendront au siège social de la Société ou en tout autre lieu au Luxembourg.

17.4 Nonobstant ce qui précède, toute modification des Statuts devra être approuvée par (i) la majorité en nombre des Associés et (ii) les trois-quarts (3/4) du capital social émis, sauf disposition contraire prévue par les lois du Grand-Duché de Luxembourg ou par les présents Statuts.

17.5 Toutes autres résolutions des Associés seront adoptées par les Associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société émis, sauf disposition contraire des lois du Grand-Duché de Luxembourg ou des présents Statuts. Dans le cas où le quorum ne serait pas atteint lors de la première réunion ou consultation écrite, les Associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées par une majorité des voix exprimées, indépendamment de la part du capital social émis représenté.

## **18. Résolutions écrites.**

18.1 Si la Société ne compte pas plus de vingt-cinq (25) Associés, les décisions des Associés ne devront pas nécessairement être adoptées lors de réunions mais pourront également être adoptées par résolution circulaire.

18.2 Le texte des résolutions à adopter par résolution circulaire seront envoyées aux Associés par écrit par la Gérance par courrier recommandé, lettre, e-mail ou facsimilé. Les Associés ont l'obligation de voter et de renvoyer leur bulletin de vote à la Gérance de la Société par courrier recommandé, lettre, e-mail ou facsimilé endéans quinze (15) jours à compter de la réception de la lettre. Tous les votes non émis durant cette période seront considérés comme une abstention de vote.

18.3 Il est possible de déroger aux formalités énoncées au paragraphe 18.2 concernant l'adoption de résolutions écrites par les Associés par décision écrite unanime de tous les Associés dans une résolution écrite approuvée ou autrement.

Les formalités énoncées au paragraphe 18.2 concernant l'adoption de résolutions écrites par les Associés ne s'appliqueront pas si la Société ne compte qu'un Associé. Toutes les résolutions adoptées par un Associé unique devront, en revanche, être documentées par écrit et signé par l'Associé unique.

18.4 Toutes les copies ou extraits des résolutions écrites des Associés devront être certifiées par la Gérance.

## **19. Assemblées (annuelle et extraordinaire) des Associés.**

19.1 Il sera nécessaire de tenir une assemblée générale annuelle des Associés uniquement si la Société compte plus de vingt-cinq (25) Associés. Dans ce cas, les présents Statuts seront modifiés afin d'indiquer la date et l'heure à laquelle cette assemblée générale annuelle des Associés se tiendra.

19.2 Les assemblées générales extraordinaires des Associés sont convoquées conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg par notification de la Gérance, de(s) commissaire(s) au compte de la Société ou de(s) Associé(s) représentant au moins la moitié du capital social émis de la Société.

19.3 Une assemblée d'Associés pourra uniquement être tenue à l'étranger si, selon l'avis de la Gérance, cela est nécessaire dû à des circonstances de force majeure.

19.4 L'avis convoquant l'assemblée des Associés et indiquant son lieu, date, heure et ordre du jour sera envoyé aux Associés au moins huit (8) jours avant l'assemblée des Associés. Si tous les Associés sont présents ou représentés à une assemblée des Associés, ils peuvent déclarer avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée et renoncer à l'exigence de convocation préalable.

19.5 Toute assemblée des Associés dûment constituée représente les Associés de la Société.

19.6 Si la Société ne compte qu'un Associé unique, cet Associé unique exerce les pouvoirs accordés à l'assemblée générale des Associés par la loi applicable et les présents Statuts. Les articles 194 à 196 et 199 de la Loi ne s'appliquent pas à cette situation.

## **20. Procédure lors des assemblées des Associés.**

20.1 Un Associé peut prendre part à une assemblée des Associés en désignant par écrit ou facsimilé un représentant, lequel ne doit pas nécessairement être Associé.

20.2 L'/les Associé(s) peut/peuvent participer à une assemblée des Associés par conférence téléphonique, visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant aux participants de communiquer entre eux de façon simultanée. Cette participation équivaut à une présence physique à la réunion.

20.3 La Gérance peut déterminer toutes les autres conditions qui doivent être remplies pour participer à une assemblée des Associés.

20.4 Le Président du Conseil ou, en son absence, toute autre personne désignée par les Associés présidera chacune des assemblées des Associés (le «Président de l'Assemblée des Associés»).

20.5 Le Président de l'Assemblée des Associés désignera un secrétaire. Les Associés désigneront un ou plusieurs scrutateur(s). Le Président de l'Assemblée des Associés conjointement avec le secrétaire et le(s) scrutateur(s) formeront le bureau de l'assemblée générale (le «Bureau»).

20.6 Une liste de présence indiquant (i) le nom des Associés, (ii) le nombre de Parts Sociales qu'ils détiennent et, le cas échéant, (iii) le nom du représentant, sera rédigée et signée par les membres du Bureau.

20.7 Les procès-verbaux des décisions de l'assemblée des Associés seront rédigés et signés par le Bureau.

20.8 Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée des Associés seront certifiés par la Gérance.

## **21. Droits d'information.**

21.1 La Gérance adressera ou demandera au Gestionnaire d'Actifs d'adresser, à son Conseil et à chaque Associé:

(i) pour la distribution mensuelle de dividende intérimaire référencée à l'article 25, un schéma détaillé de la détermination du Bénéfice Distribuible de tout mois spécifiant les montants alloués aux différents éléments inclus dans la définition de «Bénéfice Distribuible» (et lorsque des réserves ont été incluses dans les éléments, le montant de chaque ligne correspondant à chaque élément) pour tout trimestre calendaire par e-mail au moins deux (2) Jours Ouvrables avant la distribution du Bénéfice Distribuible pour le mois en question aux Associés;

(ii) chaque année, un projet du Projet d'Activités Annuel (incluant le budget annuel) pour approbation par les Associés avant le 31 octobre de l'année;

(iii) endéans quarante-cinq (45) jours après la fin de chaque trimestre de chaque exercice social, les Rapports Trimestriels;

(iv) endéans vingt (20) jours à compter de la fin de chaque mois, les Rapports Mensuels.

**22. Domaines réservés.** Les domaines suivants requièrent l'approbation préalable unanime des Associés:

(a) tout changement des statuts ou des règlements de la Société;

(b) tout changement du capital social émis de la Société;

(c) la conclusion de tout contrat ou la proposition de toute offre ou l'octroi de tout droit capable de devenir un accord permettant d'allouer ou d'émettre des Parts Sociales de la Société;

(d) toute action pouvant mener à ou résulter en un changement important de la nature des activités de la Société;

(e) sauf dans les cas prévus par un contrat d'entreprise conjointe pouvant exister de temps en temps entre la Société et les Associés, l'emprunt d'argent pour un montant supérieur à deux millions d'euros (EUR 2.000.000);

(f) l'approbation ou la modification de tout Plan d'Affaires Annuel de la Société;

(g) le gain ou la perte par la Société de dépenses en capital supérieures à deux millions d'euros (EUR 2.000.000) ou toutes dépenses en capital qui, au total, sont supérieures à dix millions d'euros (EUR 10.000.000) pour tout exercice social, sauf si inclus dans le Plan d'Affaires Annuel;

(h) l'octroi de toute garantie ou la création de charges sur les actifs de la Société (autres que celles nécessaires pour garantir les marges de crédit d'exploitation avec les banques à charte ou concernant les sûretés en garantie du prix de vente);

(i) l'octroi de toute licence pour céder ou sous-louer toute location ou licences de modifications pour lesquelles des travaux importants ou des travaux à la structure de la Propriété;

(j) la prise de toute mesure pour liquider ou mettre fin à l'existence juridique de la Société;

(k) la vente, location, licence (sur une base exclusive et irrévocable), échange ou disposition de la Propriété, ou de propriétés ou d'actifs de la Société si cela n'est pas inclus dans le Plan d'Affaires Annuel approuvé;

(l) l'octroi, direct ou indirect, de prêts ou d'avances à toute Personne;

(m) l'octroi de sûreté ou de garantie sur des dettes à toute Personne;

(n) sauf disposition contraire dans les présents Statuts, la déclaration ou le paiement de tout dividende;

(o) sauf disposition contraire dans les présents Statuts, l'admission dans la Société de tout nouvel Associé;

(p) l'acquisition ou la constitution de toute Filiale;

(q) l'acquisition, souscription ou volonté d'acheter ou d'acquérir des parts sociales dans le capital de toute personne morale;

(r) la conclusion de tout contrat de gestion de propriété ou d'actifs, contrat de services ou contrat de conseil concernant la Propriété, autre que le Contrat de Gestion d'Actifs ou tout contrat de gestion de propriété ou contrat de gestion d'installations entre une filiale de l'Associé Dream et la Société;

(s) la résiliation ou le remplacement du Gestionnaire d'Actifs;

(t) la conclusion d'un partenariat ou de tout arrangement concernant le partage de bénéfices, union d'intérêts, entreprise commune ou concession réciproque avec toute Personne;

(u) la conclusion d'une fusion ou consolidation avec toute autre personne morale;

(v) tout changement du nombre de gérants de la Société comparé à celui indiqué dans le présent Contrat;

(w) tout changement de l'exercice social de la Société;

(x) tout contrat avec ou engagement envers toute Partie ou toute Filiale de cette Partie;

(y) l'approbation de toutes demandes d'aménagement et/ou questions d'aménagement;

(z) l'approbation de l'identité des assureurs et les dispositions importantes de toute politique d'assurance;

(aa) l'approbation de toutes les questions de litige impliquant des sommes supérieures à deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000);

(bb) l'approbation de toutes questions pouvant engendrer des impôts sur les mutations foncières ou des impôts similaires devenant exigibles; et

(cc) tout engagement ou contrat pour effectuer tout ce qui précède.

### **Exercice social, Distributions des gains**

#### **23. Exercice social.**

23.1 L'exercice social de la Société commence le premier jour du mois de janvier et finit le dernier jour du mois de décembre.

#### **24. Approbation des comptes annuels.**

24.1 A la fin de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et la Gérance établit les comptes annuels de la Société conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg.

24.2 La Gérance soumettra les comptes annuels de la Société au(x) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, pour revue et aux Associés pour approbation.

24.3 Tout Associé peut prendre connaissance des comptes annuels au siège social de la Société tel que prévu par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

**25. Affectation des bénéfices.** Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale requis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

Les Associés décideront de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. La réserve peut être utilisée intégralement ou en partie pour (i) absorber les pertes existantes, le cas échéant, (ii) être versée sur un compte de réserve ou de provision, (iii) être reportée au prochain exercice social ou (iv) être distribuée aux Associés en tant que dividende.

**26. Dividendes intérimaires.** Sauf décision contraire des Associés, dans la mesure permise par la loi et à condition que les informations décrites à l'article 21.1 (i) aient été fournies substantiellement dans la forme telle que décrite à l'article 21.1 (i) au Conseil et aux Associés, pour chaque mois, la Société distribuera aux Associés son Bénéfice Distribuible, au pro rata de leur détention de Parts Sociales, le dixième (10<sup>e</sup>) jour du mois suivant. Aucune distribution ne sera effectuée si les fonds sont requis pour couvrir les Dépenses Requises.

La Gérance est autorisée à verser ces dividendes intérimaires sur la base de comptes intérimaires actuels et à condition que ces comptes intérimaires montrent que la Société ait suffisamment de fonds disponibles pour une telle distribution. Cette distribution sera appliquée en premier lieu en règlement de tout intérêt couru et impayé de tout Prêt d'Associé par cet Associé et sera payée ensuite par un dividende sur ces Parts Sociales d'Associés.

### Dissolution, Liquidation

#### 27. Dissolution et liquidation.

27.1 La Société peut être dissoute par une décision des Associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf disposition contraire des lois du Grand-Duché de Luxembourg.

27.2 En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateur(s) nommé(s) par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et leur rémunération.

27.3 Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y inclus les taxes et frais de liquidation, l'actif net de la Société sera réparti équitablement entre tous les Associés au pro rata du nombre de Parts Sociales qu'ils détiennent.

### Loi applicable

**28. Loi applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la loi applicable.»

#### Quatrième résolution

L'assemblée générale des associés de la Société a pris acte de la démission de M. Frank Pletsch en tant que gérant de catégorie B de la Société et de M. Douwe Terpstra en tant que gérant de catégorie B de la Société et a décidé de donner décharge provisoire à M. Frank Pletsch et M. Douwe Terpstra pour l'accomplissement de leur mandat respectif depuis la date de leur nomination jusqu'à la date des présentes. L'assemblée générale des associés de la Société a noté par ailleurs que la décharge finale sera donnée à l'occasion de l'approbation des comptes annuels concernant l'exercice social clos au 31 décembre 2014.

#### Cinquième résolution

L'assemblée générale des associés de la Société décida:

(i) de redésigner M. George Valentini, actuellement gérant de catégorie A de la Société, en tant que gérant de catégorie B de la Société pour une durée indéterminée;

(ii) de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée:

- M. Shi Young Lee, né à Busan (Corée du Sud) le 3 octobre 1975, résident professionnellement à 10F 23-10 Yeouido-dong, Yeongdeungpo-gu, Seoul, Corée du Sud;

- Mme. Sonia Baldan, née à Luxembourg le 27 janvier 1960, résidant professionnellement à 19, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg; et

- M. Elvin Montes, né à Jiabong W Samar (Philippines) le 12 avril 1982, résidant professionnellement au 19, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg et

(iii) de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de catégorie B de la Société pour une durée indéterminée:

- M. Cengiz Coelhan, né le 10 mai 1974 à Bad Hersfeld, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg;

- M. Andreas Mischler, né le 16 Octobre 1973 à Saarlouis, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg.

*Cinquième résolution*

L'assemblée générale des associés de la Société a décidé de nommer PricewaterhouseCoopers, une société coopérative constituée selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65477, a été nommé en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

*Evaluation des frais*

Les frais, coûts, honoraires et charges de toutes sortes, qui devront être supportés par la Société à la suite de cet acte notarié sont estimés approximativement à deux mille euros (EUR 2.000).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande du mandataire de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la partie comparante, connue du notaire par son nom, prénom usuel, état civil et domicile, ce mandataire a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: C. Coelhan, S. Hajjem, S. Baldan, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 31 décembre 2014. REM/2014/2890. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 3 février 2015.

Référence de publication: 2015018033/1368.

(150021952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

**Medicine In a Bottle S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 140.421.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 31 décembre 2014 que, le professionnel du secteur financier, la société INTERCORP S.A., 23, rue Beaumont, -1219 Luxembourg, a été nommée dépositaire des titres au porteur émis par la société.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2015017462/15.

(150020793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

**MAG Industrial Intermediate International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 115.779.

—  
*Extrait des résolutions prises par les gérants de la Société, en date du 1<sup>er</sup> Février 2015*

Les gérants de la Société ont décidé en date du 1<sup>er</sup> Février 2015, de transférer le siège social de la Société du 25A Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> Février 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

MAG Industrial Intermediate International Holdings S.à r.l.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015019019/16.

(150022695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.